

**Le dollar monte,
le monde s'enfonce
dans la crise**

p. 10



lutte ouvrière

**Nouvelle
Calédonie :
le congrès
du FLNKS**

p. 6

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 872 - 16 février 1985 - prix : 6 F

**Le Pen et la torture en Algérie :
une odeur
de pourriture**

p. 3 et 5



sommaire

Dans le monde

Page 6 :

- Nouvelle-Calédonie :
- Le FLNKS ne veut pas se faire oublier avant les négociations.
- Le programme du FLNKS.

Page 9 :

- Grande-Bretagne : les mineurs victimes de la politique des dirigeants syndicaux.
- Malouines : faux rapport pour une vraie guerre.

Page 10 :

- Le dollar monte, le monde s'enfonce dans la crise.
- Guerre des étoiles : les contribuables en verront 36 chandelles.
- Brésil : la torture continue.

Page 11 :

- Pologne : après le procès des policiers assassins.
- Bolivie : le gouvernement de gauche contre les travailleurs.

Page 20 :

- Les élections en Corée du Sud : malgré la répression, un vote d'opposition à la dictature.

En France

Page 4 :

- Elections cantonales : les politiciens déjà dans la bataille.
- 25^e Congrès du PC : trois strapontins au Comité central pour les « rénovateurs ».

Page 5 :

- La torture en Algérie : il y a eu plus d'un tortionnaire... et plus d'un complice.
- Une certaine dose de proportionnelle... et de cynisme.

Page 7 :

- Les bonnes idées du ministre du Travail.
- Accord dans la Fonction publique.

Page 12 :

- Sacilor ; Bennes Marrel ; les Schtroumpfs en Lorraine.

Page 13 :

- RVI : nouveau plan de suppression d'emplois ; premières réactions à Vénissieux.
- Renault Flins : chômage technique, une opération politique.

Page 14 :

- Jaeger Levallois ; CCP Marseille ; Cram Rouen ; Saint-Brieuc.

Page 15 :

- Echos des entreprises.
- Dans notre courrier.

Culture

Pages 16 et 17 :

- Livres : *Sur la piste des grandes fortunes* de J. Dion et P. Ivorra ; *Finis les lendemains qui chantent* de 3) Bangladesh, Népal de René Dumont ; *Amérique S.A.* de P. Lernoux.
- Exposition : *Janus 2* à La Villette.

Pages 18 et 19 :

- Films : *Les saints innocents* ; *Dune* ; *Les favoris de la Lune*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

En bref

Il y a des coups de pompes qui se perdent

Voilà à peine 15 jours que, la libération des prix de l'essence intervenant, les prix des carburants ont un peu baissé — beaucoup moins d'ailleurs que ce que la campagne de presse en faveur de la libération des prix avait laissé entendre — et déjà le gouvernement s'emploie à pousser à nouveau à la hausse en augmentant une fois de plus les taxes : + 7 centimes le litre pour l'essence ordinaire et le super, + 4 centimes pour le gazole.

Il n'y a vraiment plus besoin de se gêner, puisque les prix sont libres et sous la responsabilité des compagnies et des distributeurs, qui répercuteront cette hausse à leur guise.

Tout cela se fait maintenant sans tapage, bien discrètement. Les journaux, les porte-parole gouvernementaux, qui avaient fait tant de bruit sur la baisse de l'essence il y a quinze jours, ont sans doute, eux, fait leur plein de publicité.



Effets de l'austérité

D'après les chiffres publiés par la Caisse des Dépôts et Consignations, qui rassemble l'argent déposé dans les Caisse d'Epargne, il y a eu baisse de l'épargne en 1984 par rapport à 1983. Les excédents sont passés de 33,4 milliards en 1983 à 19,1 milliards en 1984, soit une chute de 42,8 %. Cette baisse affecte surtout les livrets de caisse d'épargne, qui recueillent traditionnellement l'épargne populaire.

Ces chiffres n'ont rien d'étonnant : presque trois ans de quasi-blocage des salaires et l'aggravation du chômage contraignent les salariés à prendre sur leurs économies, même si, comme s'en étonnent certains journalistes qui ne doivent pas avoir de problèmes de fins de mois, pour la première fois cette année la rémunération des livrets d'épargne a été positive par rapport à l'inflation (+ 0,4 % par rapport à - 1,2 % en 1983... pas encore de quoi faire des folies !)

Quant à ceux qui ont de l'argent, évidemment, ils ne le déposent pas à la Caisse d'Epargne, en ces temps de spéculations qui rapportent vite et gros !

Satellite de personne

La fusée Ariane vient de mettre en orbite un satellite de télécommunications couvrant l'ensemble du monde arabe, de la Mauritanie à l'Arabie Saoudite. Arabsat, c'est son nom, est destiné à transmettre les communications téléphoniques et aussi les émissions de télévision.

Mais si la technique ne connaît plus de frontières, les vingt-deux Etats qui ont financé le programme sont loin d'être sur la même longueur d'onde politique. Dans ce domaine, les canaux risquent de servir surtout à diffuser les préjugés religieux. Il n'empêche que les pays arabes sont tout de même un peu plus avancés que l'Europe.

Aucun satellite commun ne fonctionne encore dans l'Europe des Dix. Quant à la véritable Europe, délimitée par l'Atlantique et l'Oural...

Officiel : les salaires baissent

Le gouvernement reconnaît officiellement qu'en deux ans le taux de salaire ouvrier a subi en moyenne une baisse du pouvoir d'achat de plus de 1 %. Dans la réalité, la perte (la première depuis 1958) a été plus considérable que ne le disent ces chiffres de l'INSEE.

D'abord parce que, du fait du chômage partiel, la durée du travail a diminué et donc aussi la paye perçue. Ensuite parce que parler de salaire ouvrier moyen a de moins en moins de rapport avec la réalité, dans la mesure où les patrons remplacent à chaque fois qu'ils le peuvent des ouvriers qualifiés avec de l'ancienneté par de plus jeunes payés moins. Enfin, compte tenu de l'augmentation du chômage qui aujourd'hui touche pratiquement un membre de chaque famille ouvrière, c'est en réalité une baisse bien

plus importante de son pouvoir d'achat qu'a connue la classe ouvrière ces dernières années.

D'autres indices officiels vont d'ailleurs dans le même sens. Ainsi l'INSEE calcule que la situation financière des entreprises s'est redressée en 1983 et cela essentiellement parce que, à « la suite d'une gestion plus rigoureuse des effectifs et des rémunérations, le partage de la valeur ajoutée se déplace en faveur des entreprises ». Ainsi les effectifs employés dans l'industrie ont diminué de 3 % en 1983, pendant que le volume de la production augmentait de 1 %. Les profits avant impôt ont, eux, fait un bond de 18 %. Directement de la poche des ouvriers à celle des patrons. Ce n'est pas un gouvernement de gauche, c'est un gouvernement qui prend à gauche !

Une bonne production de blé inquiète les céréaliers

Que faire de la production de blé de l'année passée ? Voilà le problème qui agite en ce moment les producteurs céréaliers français. Des conditions climatiques exceptionnelles, jointes à une amélioration du rendement, ont fait de 1984 une année record pour la production mondiale de blé. Du coup, c'est l'inquiétude : les cours du blé ont déjà baissé de 9 %, et ils craignent un effondrement des prix, dû à la « surproduction ». Et même en le vendant à un prix inférieur aux pays

encore solvables, il restera un surplus important. Alors ils envisagent de transformer une partie de la récolte en éthanol — alcool de blé — destiné à entrer dans la composition de carburant qui alimentera les voitures.

Il y a deux millions de réfugiés qui fuient la famine dans la Corne de l'Afrique et quinze millions de Soudanais qui sont menacés de famine dans les prochains mois... Mais ça ne fait rien, puisqu'on vous dit qu'il y a trop de blé !

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

L'affaire Le Pen : une odeur de pourriture

DANS le style délicat qui est le sien, le général Bigeard vient de donner son point de vue sur l'affaire Le Pen : « *Il est inutile de remuer la merde* ». Bigeard souhaiterait que personne ne parle de tout cela. Mais sa formulation a au moins l'avantage de cerner l'essentiel du problème : cette affaire, si elle est nauséabonde, c'est bien parce qu'elle remue le passé de bien des hommes politiques au pouvoir ou dans l'opposition.

Le mot torture les effraie, mais pas la chose. Le Pen jure ses grands dieux qu'il n'a jamais torturé. Il était simplement partisan de « *méthodes de contraintes* ». Les anciens ministres socialistes et radicaux de Guy Mollet, Lacoste, Bourguès-Maunoury et Lejeune, affirment eux aussi qu'ils n'ont « *à aucun moment préconisé et à plus forte raison ordonné la torture* ». Ils étaient simplement partisans d'une « *action vigoureuse dans la lutte contre le terrorisme* ». Et encore fiers de leurs faits d'armes de 1956-1958, ils « *dénoncent les campagnes contre l'armée* ». Et pourtant, on a torturé en Algérie, torturé à grande échelle même, comme en a témoigné, lors d'interviews télévisées, quelqu'un qui était bien placé pour le savoir, l'ex-général de la Bollardière, puisqu'il fut sanctionné à l'époque pour avoir protesté.

Il est vrai que cet emploi systématique de la torture contre des hommes et des femmes suspects d'appartenir au FLN, ou de l'aider, ne fut que l'un des aspects de la répression féroce qui s'abattit pendant huit ans sur le peuple algérien. Un peuple qui dut payer des centaines de milliers de morts son indépendance. Et même si l'armée française n'avait pas torturé, ses chefs, comme les hommes politiques, appartenant aux partis de droite comme au Parti Socialiste, qui ont exercé des responsabilités gouvernementales à l'époque, auraient bien du sang sur les mains.

Mais le recours à la torture fut le symbole de la sauvagerie de la répression que mena l'armée française, sur les ordres du gouvernement. Ce fut même sous un gouvernement présidé par le socialiste Guy Mollet, comptant dans ses rangs comme ministre de la Justice Mitterrand, et bénéficiant bien sûr, pour mener à bien cette sale besogne, de l'appui de la droite, que l'emploi de la torture se généralisa en 1957. Et cela juge tous les hommes politiques qui ont eu des responsabilités à l'époque, comme ceux, plus jeunes, qui n'ont jamais eu un mot pour flétrir la guerre faite alors au peuple algérien, et qui — comme leurs aînés — ne voient dans le déballage actuel que l'occasion de manœuvres électorales.

Aucun des hommes politiques, de droite ou de gauche, qui s'agitent autour de l'affaire Le Pen, n'est vraiment scandalisé par le fait que des officiers français aient pu recourir durant la guerre d'Algérie à des méthodes dignes de la Gestapo. Car si les intérêts des classes dominantes l'exigeaient, ces gens-là seraient prêts à utiliser de telles méthodes de nouveau, pour essayer de mater les opprimés qui se révolteraient. Non seulement dans les quelques colonies qui restent à l'impérialisme français, mais ici aussi, en France, contre les travailleurs.

Du côté de la droite, on affirme sans vergogne, d'un côté, que

si Le Pen était si affreux que ça, il appartiendrait au gouvernement de lui interdire l'entrée au Palais Bourbon, en ne touchant pas à la loi électorale actuelle, en n'y rajoutant pas ce petit peu de proportionnelle que Mitterrand a promis. Et de l'autre côté, RPR et UDF se préparent visiblement à passer des accords électoraux avec le parti de Le Pen, là où cela permettra de gagner quelques cantons dans un mois, et quelques députés dans un an.

Quant au Parti Socialiste, qui est à l'origine, par journalistes interposés, du rappel détaillé de cet aspect du passé de Le Pen, il ne s'agit, à trois ou quatre semaines des Cantonales, que d'essayer de convaincre les électeurs de gauche que le Parti Socialiste est le dernier rempart contre le fascisme renaissant. Il n'est cependant pas plus facile de croire cela, que de se persuader que, dans le domaine économique et social, le gouvernement a défendu les travailleurs.

Les dirigeants du PS veulent convaincre les électeurs de gauche que, s'ils ne votent pas comme un seul homme pour le Parti Socialiste, ce sera de leur faute si Le Pen accroît son audience et s'approche du pouvoir.

Ce n'est pas que Le Pen ne représente pas un danger. Mais ce danger, s'il existe aujourd'hui, c'est bien parce que la politique du Parti Socialiste, et aussi du Parti Communiste, a démoralisé les travailleurs, au point que certains d'entre eux se trompent d'ennemis en croyant que ce sont les immigrés qui sont la cause des maux qui frappent la classe ouvrière.

Si le Parti Socialiste avait effectivement la détermination de lutter contre la montée de l'extrême-droite, contre le danger que représente Le Pen, autrement qu'en l'empêchant, de-ci de-là, de tenir une réunion électorale, il devrait trouver toutes les femmes et tous les hommes, tous les travailleurs à ses côtés.

Mais pour cela, puisqu'il a le pouvoir, il faudrait qu'il engage, dans tous les domaines, une autre politique. Une politique qui ne consiste pas à appliquer les idées de la droite, voire de l'extrême-droite. N'est-ce pas le gouvernement socialiste lui-même, qui tient un langage et mène une politique qui, de trois mois en trois mois, se rapproche de plus en plus du langage et de la politique préconisés par la droite et par l'extrême-droite ?

Les travailleurs ont tout à perdre avec Le Pen et la politique qu'il incarne. Mais les dirigeants du Parti Socialiste ne voient pas plus loin, ne pensent pas plus loin, que les quelques centaines de milliers de bulletins de vote qu'ils pourront récupérer en comptant sur les sentiments justifiés de haine et de dégoût d'une grande partie de l'électorat de gauche envers les idées de Le Pen.

Les gens comme Le Pen rêvent effectivement de museler la classe ouvrière. Mais si les possédants avaient besoin de le faire, l'exemple du passé nous montre qu'il ne faudrait pas trop compter sur les ministres socialistes pour en empêcher les Massu, Bigeard et Le Pen. Les travailleurs ne pourraient compter que sur ce qu'ils seraient capables de faire, avec autre chose qu'un bulletin de vote.

Arlette LAGUILLER

(Voir articles page 5)

Chevènement bien noté par la droite

Chevènement vient de remettre son devoir sur la réforme de l'école primaire. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'il se montre nettement plus prudent que son malheureux collègue Savary ne l'avait été avec son projet sur l'école privée. Chevènement, lui, fixe hardiment pour but à l'école primaire d'apprendre aux élèves à lire, à écrire et à compter. Difficile de ne pas être d'accord...

Qu'est-ce alors qui lui vaut l'approbation, inhabituelle pour un ministre du gouvernement, de la droite unanime ? Quel est le motif qui fait écrire au *Figaro* : « *Un retour à la tradition et au bon sens* » ; et titrer avec satisfaction à *France-Soir* : « *On revient à l'école de papa* » ? Tout simplement que

pour faire bonne mesure, Chevènement n'a pas hésité à forcer la note. Il s'est arrangé pour s'en prendre à quelques-unes des idées (pas forcément justes) défendues par les syndicats enseignants en matière de pédagogie. Il s'est débrouillé pour faire savoir que, s'il n'avait tenu qu'à lui, les devoirs à la maison (supprimés en 1956) auraient été rétablis, de même que l'examen d'entrée en 6^e. De quoi flatter tous les bourgeois petits et grands persuadés que l'école qui les a formés est forcément la meilleure.

Voilà donc au moins la preuve que Chevènement sait conjuguer le verbe « Je me déculotte » sans faire de faute. Pour le reste il faudra toujours faire avec un budget de l'Education

nationale en recul (l'augmentation de 3 % est inférieure à l'inflation). Quant à l'initiation aux ordinateurs (qui n'est pas forcément la meilleure façon d'apprendre à lire et à compter), elle profitera au moins à Thomson qui a enlevé la commande.

A supposer que les projets de Chevènement produisent tout de même quelques résultats et réduisent le nombre d'échecs scolaires, il aurait ainsi seulement augmenté la proportion de chômeurs diplômés. Pas besoin de cours d'instruction civique pour se rendre compte que Chevènement se fout du peuple.

Pierre VERNANT

Prochain Cercle

Léon Trotsky :

Vendredi 1^{er} mars à 20 h 30
à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor,
Paris 5^e.

Maghreb :

**Les classes populaires,
la bourgeoisie nationale
et l'impérialisme.**

Les politiciens déjà dans la bataille

Dans un mois, vont avoir lieu les élections cantonales. Il s'agit de renouveler par moitié les Conseils généraux (élus pour 6 ans, renouvelés par moitié tous les 3 ans au scrutin majoritaire), ce qui va concerner 18 millions d'électeurs.

Ces élections sont loin de passionner la population qui, pour une grande part, ne connaît pas précisément les attributions d'un conseiller général, surtout dans les agglomérations urbaines. A l'inverse des députés, qui passent, pas forcément à juste titre, pour pouvoir prendre des décisions politiques, pour avoir un poids sur notre vie quotidienne, les attributions des conseillers généraux

sont beaucoup plus floues.

Leurs compétences se sont accrues avec la loi de décentralisation de 1982, qui leur donne une certaine autonomie administrative et financière pour gérer le département au niveau de l'aménagement rural, de l'urbanisme et du logement, des transports, etc. Mais cette autonomie est toute relative; car le préfet, rebaptisé — décentralisation oblige — « commissaire de la République », dispose d'un droit de regard sur la vie du Conseil général, et il est chargé du « respect des lois »; il conserve ses attributions de maintien de l'ordre. C'est-à-dire que, quel que soit le con-

seiller général élu, c'est le préfet qui décide s'il faut envoyer la police contre des grévistes, des paysans ou des commerçants en colère; autant dire que l'autorité du Conseil général est en liberté très surveillée...

Le mode de scrutin favorise là aussi, dans ces élections qui ont pourtant théoriquement un cadre local, les grands partis. Car si on parle beaucoup de proportionnelle en ce moment, c'est encore au scrutin uninominal majoritaire à deux tours que les conseillers généraux seront élus.

On comprend donc que ça s'agite beaucoup dans les états-majors et qu'ils s'emploient sur la ques-

tion des redécoupages, la droite, qui s'en est donné à cœur joie pour charcuter et redécouper à sa convenance pendant 23 ans, supportant mal que ce soit la gauche qui cette fois soit le maître du jeu.

Si, pour la population, ces élections ne risquent pas d'avoir beaucoup d'effets, par contre, pour le monde des politiciens professionnels, elles sont importantes. En effet la présidence d'un Conseil général donne accès à des budgets non négligeables, à des marchés à conclure avec telle entreprise ou fournisseur, et cela n'est indifférent ni aux uns ni aux autres.

C'est en outre, pour les politiciens, une porte

d'accès à des carrières politiques futures, de sénateur ou député.

Et c'est, pour la droite et la gauche, un test avant les prochaines élections législatives de 1986, qui sont l'échéance importante pour les grands partis.

C'est pourquoi ils veulent faire croire à la population qu'il y va de son intérêt de voter pour eux, alors que pas plus cette élection qu'aucune autre ne peut être à même de changer quoi que ce soit aux problèmes réels qui nous préoccupent aujourd'hui.

Laurence VINON

25ème CONGRÈS DU PC

Trois strapontins au Comité central pour les « rénovateurs »

Marchais a beau être le dirigeant qui a fait perdre à son parti un pourcentage record de voix ces dernières années, on peut dire qu'il a quand même compté récemment à son actif au moins un succès — tactique il est vrai — celui d'avoir pris à contrepied tous les observateurs de la presse, qui avaient annoncé à l'avance l'exclusion des contestataires des instances dirigeantes du parti. S'il l'a fait, ce n'est pas parce qu'il est un farouche défenseur de la démocratie au sein du parti. D'ailleurs tout le monde a pu constater que, de ce point de vue, la représentation des contestataires diminuait régulièrement au fur et à mesure qu'on gravissait les échelons de la hiérarchie du PC. Et de même, si trois des plus connus d'entre eux ont été réélus au Comité central, bien d'autres ont disparu des responsabilités qu'ils occupaient. Mais en agissant de la sorte, Marchais a eu au moins l'avantage de désarmer une partie des critiques sur le déroulement du congrès.

Bien sûr, cela n'a pas empêché les journalistes d'y voir « une normalisation » (*Le Matin* du 11.2.85), et même « une purge dont l'ampleur n'égale que l'habileté » (*Libération* du 11.2.85). Certains ont d'ailleurs expliqué que dans ce congrès tout était réglé d'avance, les interventions rédigées à l'avance, les positions des participants déjà choisies, bref, que ce 25^e congrès du PC aurait été truqué, « bétonné », comme ils disent. C'est certainement vrai... comme cela l'est de bien d'autres congrès d'autres grands partis politi-



A la direction du PCF, lors du vote sur le projet de résolution de Georges Marchais, l'abstention de Pierre Juquin.

ques, eux aussi soigneusement préparés. Alors, aux yeux du public, des sympathisants et des militants du PCF, les critiques de ces gens-là sont largement désamorcées et apparaissent pour de « l'anticommunisme primaire », ce qu'elles sont d'ailleurs en grande partie.

Maintenant, la seule chose que personne n'a dite à propos de ce congrès, c'est qu'il y a toute une opposition de fait qui existe à l'intérieur du PC, qui n'était pas représentée parmi

les délégués, et qui ne sera pas non plus représentée au Comité central: c'est celle des milliers de militants ouvriers, locaux, de base du parti, qui ont eu mal au cœur de justifier pendant trois ans une politique anti-ouvrière aux yeux de leurs camarades et qui, aujourd'hui, se demandent encore où la direction de leur parti veut en venir. Si la presse, qui s'intéresse aux vedettes et aux notabilités, n'en parle pas, ce n'est même pas d'ailleurs parce qu'elle veut les faire passer

sous la table, mais parce qu'elle n'en connaît pas l'existence. Mais pourtant ces militants-là du PC sont les plus importants pour l'avenir. Car c'est une fraction importante des militants de la classe ouvrière française et, si ces militants-là renouent avec les traditions du communisme révolutionnaire, il y aura vraiment quelque chose de changé dans l'échiquier politique de ce pays.

Nelly MEYER

Normal...

Ce sont de véritables félicitations que Serge Dassault a adressées au gouvernement socialiste, et à Fabius en particulier, lors de l'émission « Le Grand Jury »: « M. François Mitterrand, comme tous les socialistes, a fait de grands progrès, a-t-il déclaré. Depuis que les socialistes sont au pouvoir, ils ont appris beaucoup de choses. (...) Ils ont compris que l'on ne pouvait faire de politique sans s'occuper des entreprises. »

Bref, Dassault est content de l'évolution du gouvernement socialiste. Et il n'est sans doute pas le seul dans le patronat. Bien sûr, ajoute-t-il, ce serait bien que le gouvernement enlève à l'inspecteur du travail la responsabilité des licenciements, revienne sur les lois Auroux et fasse passer l'impôt sur les sociétés de 50 à 30 %. Là, ce serait sans doute parfait! Mais, à l'entendre, ce n'est déjà pas mal: « Je considère avec plaisir que, depuis que M. Fabius est au pouvoir, la politique menée va tout à fait dans le bon sens. (...) J'ai été heureux de constater que les socialistes n'ont fait aucune restriction aux ventes d'armes. Tout est normal avec eux. Nous avons un ministre de la Défense qui se donne beaucoup de mal et dont l'action va permettre la signature de marchés importants ».

Alors, si la situation est normale pour Dassault c'est qu'elle n'est pas réjouissante pour les travailleurs. Et la satisfaction de ces gens-là est à la mesure de ce que le gouvernement fait payer à la population laborieuse.

N. M.

La torture en Algérie :

Il y a eu plus d'un tortionnaire... et plus d'un complice !



La question de savoir si le lieutenant Le Pen, officier de renseignement au 1^{er} Régiment Etranger de Parachutistes, a ou non utilisé la torture en Algérie, en 1957, relève presque du surréalisme politique. D'une part, parce que les faits rapportés par *Libération* sont officiellement amnistiés depuis longtemps, et sont donc réputés n'avoir jamais existé... même si les victimes de la torture en gardent encore des traces dans leur chair et dans leur âme. D'autre part, parce que, que Le Pen ait personnellement torturé ou pas (ce qu'il ne nie pas formellement, d'ailleurs), c'est à une tout autre échelle que la torture fut utilisée en Algérie, avec la complicité non seulement des pouvoirs publics, mais aussi de la plus grande partie de la presse de l'époque.

Durant tout le déroulement des événements d'Algérie, l'hypocrisie du vocabulaire et des méthodes fut la règle. Officiellement, il n'y avait pas de guerre en Algérie, simplement des « opérations de police », de « maintien de l'ordre », voire de « pacification »... au cours desquelles des villages entiers furent parfois détruits. Et tout au long de cette guerre qui ne voulait pas dire son nom, la bourgeoisie française n'hésita pas à piétiner sa propre légalité. Si les condamnations à mort furent nombreuses, si la guillotine ne chôma pas, bien plus nombreux encore furent les prisonniers FLN sommairement exécutés au cours des « corvées de bois », sous prétexte de prétendues « tentatives d'évasion ».

C'est semble-t-il au cours des premiers mois de 1957, lors de ce qu'on a appelé la « bataille d'Alger », que l'utilisation systématique de la torture se répandit. Le FLN venait de lancer une offensive terroriste dans la ville. La police était débordée. Les pouvoirs civils, grâce aux « pouvoirs spéciaux » que le Parlement avait votés au gou-

vernement, chargèrent l'armée, et plus précisément la 10^{ème} Division Parachutiste de Massu, de détruire l'organisation FLN algéroise. Comme Massu l'a complaisamment reconnu plus tard, les interrogatoires très « poussés » firent partie des méthodes utilisées.

Le gouvernement d'alors se prétendait pourtant « de gauche ». Il était présidé par le « socialiste » Guy Mollet. Il avait pendant plusieurs mois, au début de 1956, bénéficié du soutien parlementaire du PCF (au moment où il envoyait les rappelés en Algérie). Son ministre de la Justice était un certain François Mitterrand. Et le ministre-résident en Algérie, celui qui était censé contrôler la manière dont l'armée agissait, était un autre « socialiste », Robert Lacoste.

Si l'on en croit les déclarations récentes de Massu, les « autorités civiles » poussaient les militaires « à agir avec encore plus de vigueur », et des responsables gouvernementaux, tels que le ministre radical de la Défense nationale, Bourguès-Maunoury, et le secrétaire d'Etat « socialiste » aux Forces Armées, Max Lejeune, auraient même visité les « centres d'interrogatoire ». Mais, quoi qu'il en soit, aucun membre de ce gouvernement ne pouvait ignorer ce qui se faisait sous son autorité en Algérie, comme d'ailleurs dans un certain nombre de commissariats français, car l'emploi de la torture fut vite de notoriété publique pour qui ne cherchait pas à se voiler les yeux et à se boucher les oreilles.

Les prétendus suicides en prison du dirigeant FLN Ben Mhidi et de l'avocat Ali Boumendjel, la « disparition » du militant du Parti Communiste Algérien Maurice Audin, mathématicien connu, la publication du témoignage du journaliste communiste Henri Alleg, racontant dans *La*

question comment il avait été torturé, et de multiples autres indices et témoignages, ne pouvaient laisser de doutes, pour qui voulait savoir, sur ce qui se passait en Algérie.

Quelques intellectuels s'émurent et protestèrent. Quelques journaux de gauche dénoncèrent la torture. Le gouvernement dut créer une « commission permanente de sauvegarde des droits et libertés individuels »... pour mieux étouffer l'affaire. Mais même quand l'emploi systématique de la torture et des exécutions sommaires ne pouvait plus faire aucun doute, la grande presse n'utilisa jamais le mot « torture » sans lui adjoindre une paire de guillemets destinés à minimiser la chose, à en faire une invention du FLN et de quelques « intellectuels de gauche » plus ou moins tarés.

Alors aujourd'hui, vingt-huit ans après, le retour du problème de la torture en Algérie à la Une des journaux a la même odeur d'hypocrisie qu'alors, parce que les ennemis que cette affaire semble mettre aux prises (Le Pen et les dirigeants socialistes) sont en fait des complices, qui défendent fondamentalement — quoique de manière différente — les mêmes intérêts, ceux de la bourgeoisie française.



Aujourd'hui, à l'approche des échéances électorales, ce que représente un Le Pen peut sans doute servir de repoussoir pour essayer de convaincre les travailleurs, dégoûtés par les reniements de cette gauche gouvernementale, d'apporter quand même leurs voix au Parti Socialiste. Mais compter sur Poperen pour se protéger de Le Pen, ce serait la pire des illusions.

Les dirigeants socialistes actuels n'ont rien renié de leur passé de responsables des guerres coloniales. Ils ont même démontré que leur solidarité avec les militaires chargés de la répression en Algérie demeurait, lorsque le gouvernement (à une époque d'ailleurs où le PCF y participait) a réhabilité les généraux OAS, avec reconstitution de leur carrière.

Et si Poperen fait aujourd'hui mine de partir en guerre contre Le Pen, il ne faut pas oublier que les « interrogatoires sévères » que Le Pen justifie encore aujourd'hui, c'est sous un gouvernement « socialiste », auquel participait l'actuel chef de l'Etat, que lui ou ses semblables s'y sont livrés. Comme il ne faut pas oublier que, si un Le Pen constitue aujourd'hui un des facteurs importants de la vie politique française, c'est parce que depuis quatre ans, en menant la politique de la droite, la gauche au gouvernement a désorienté, démoralisé les travailleurs, déconsidéré les idées de gauche, et fait plus que quiconque pour permettre à l'extrême-droite de se renforcer.

François DUBURG

Une certaine dose de proportionnelle... et de cynisme

Si à gauche le Parti Socialiste part en campagne contre Le Pen, à droite d'une certaine manière on ne veut pas être en reste non plus, et le dirigeant du Front National se trouve transformé en argument contre la réforme électorale envisagée par le gouvernement.

Côté gauche, le *Programme commun* avait prévu un retour à la proportionnelle. Pour Mitterrand, cela est devenu « une certaine dose de proportionnelle ». Et Mermaz, président PS de l'Assemblée nationale, vient de préciser au Club de la Presse du 10 Février que celle-ci ne concernerait pas plus du quart ou du cinquième des sièges, les autres restant attribués au scrutin majoritaire.

Côté droite, *France-Soir* du 13 février écrit : « Ou bien Jean-Marie Le Pen est le dernier avatar de la bête immonde, et il faut maintenir le scrutin majoritaire qui peut lui barrer la route de l'Assemblée nationale. Ou bien on introduit une dose de proportionnelle, et l'on admet alors que le Front National est un

parti comme un autre, qui doit normalement posséder une représentation parlementaire » Et Claude Labbé, président du groupe RPR, déclare : « Si la gauche veut rejeter Le Pen, elle en a les moyens. Il lui suffit de repousser la proportionnelle ».

Et pour les hommes politiques de droite, chercher des responsabilités du côté de la gauche, c'est un moyen de justifier à l'avance les accords qu'ils s'apprentent à passer avec le Front National, si cela leur apparaît nécessaire du point de vue de l'arithmétique électorale.

C'est à qui rendra l'autre responsable des éventuels succès du Front National.

La droite comme la gauche s'inquièteraient-elles du danger Le Pen ? Sans doute, mais le danger que l'une comme l'autre montrent du doigt n'a rien à voir avec le danger réel que comporte le renforcement de l'extrême-droite.

Pour les grands partis de gauche et de droite, le seul danger qui les préoccupe,

c'est celui de la concurrence électorale. Peu leur importe que Le Pen soit ou pas un fasciste et un tortionnaire. S'ils agitent son épouvantail, en lui faisant sans doute plus de publicité que de mal, ce n'est pas parce qu'ils sont en quoi que ce soit soucieux des libertés démocratiques, et leurs magouilles sur la proportionnelle le prouvent ; mais c'est parce que droite comme gauche tremblent pour leurs places, celles de conseillers généraux comme celles de députés.

Pour les travailleurs, si le danger existe réellement, ce n'est pas parce que l'extrême-droite pourrait être représentée au Parlement, mais parce qu'elle peut être demain capable d'intervenir sur un tout autre terrain que le terrain électoral. Oui, l'extrême-droite est une menace contre les libertés démocratiques, mais il faut une sacrée dose d'hypocrisie pour laisser entendre qu'en empêchant qu'elle soit représentée au Parlement, la menace serait conjurée.

Louis GUILBERT



Le FLNKS ne veut pas se faire oublier avant les négociations

Le congrès du FLNKS s'est réuni le samedi 9 février à Nakety, dans la tribu d'Eloi Machoro.

Si l'on en croyait la presse, cela risquait d'être le face-à-face de Tjibaou, le modéré, avec sa base ; cette base qui, selon ce qu'en disait le leader indépendantiste lui-même au *Monde* — avec un appel du pied au gouvernement — commençait à se lasser d'être réprimée, « d'abandonner le terrain », pour discuter d'un projet qui n'était pas le sien.

Bref, les « durs » contre les « modérés » ; avec bien sûr, pour *Le Figaro*, la victoire des « durs ». Il titrait en effet, le lundi 11 février : « Le FLNKS à l'école du FLN algérien », et insistait sur le fait qu'un des porte-parole venus faire le bilan du congrès devant les journalistes était « un extrémiste du PALIKA, la fraction la plus dure du FLNKS, qui fait une percée étonnante ».

Il y a peut-être de quoi faire frémir quelques lecteurs du *Figaro* en mal de sensations fortes... mais rien de plus.

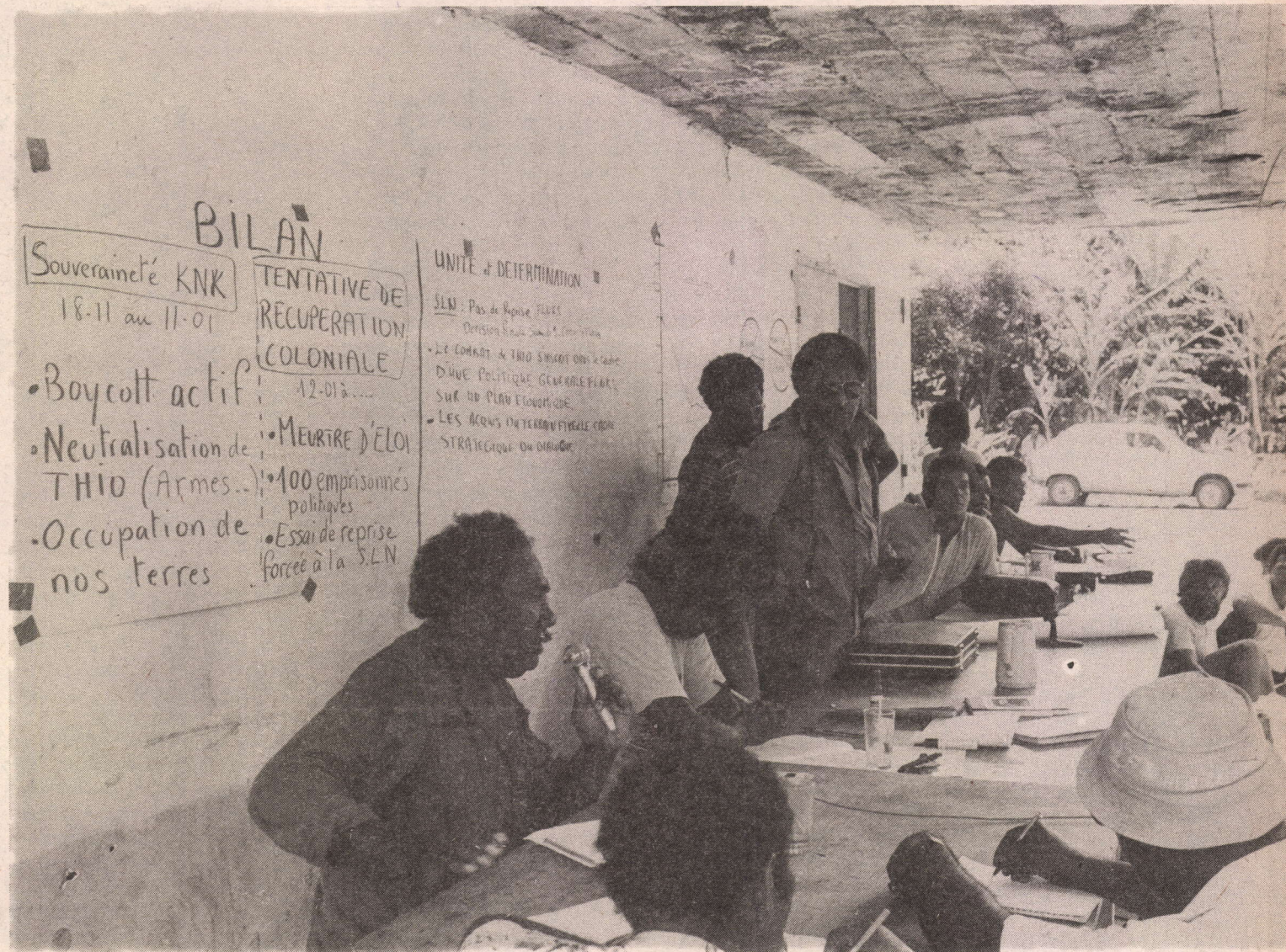
D'abord parce que les mesures concrètes annoncées par le FLNKS restent très floues : les comités locaux se transforment en « comités de lutte et d'autodéfense ». Il envisage des actions économiques, visant à déstabiliser « les intérêts coloniaux ». Quelles actions ? Rien de très précis, si ce n'est qu'un des porte-parole aurait évoqué la création possible de « coopératives d'auto-suffisance », pour ne plus enrichir les commerçants anti-indépendantistes. Les comités pourraient aussi, selon le contexte local, organiser un boycott de la rentrée scolaire prévue pour le 1^{er} mars.

Pour le reste : partage des tâches. Tjibaou, reconduit comme leader par acclamation, à l'unanimité, continue à négocier. Quant à la base : « Notre travail à nous est de faire pression sur le terrain, quitte parfois à désobéir à Jean-Marie », comme le dit la sœur de Machoro.

C'est dans ce contexte que François Buck, un des porte-parole, a fait, référence au FLN en rappelant « qu'en Algérie, les négociations se sont déroulées dans l'odeur de la poudre ».

Alors, un changement dans la politique du FLNKS ? Certainement pas. En fait, tout le problème pour les partis en présence en Nouvelle-Calédonie est d'aborder les négociations à venir en position de force. Pression de la base ou calcul de ses dirigeants ? Le fait est que le FLNKS n'envisage pas d'attendre tranquillement le référendum promis par Pisani : il essaie d'occuper la place et, de son point de vue, il a raison.

Il a d'ailleurs d'autant plus raison que, dans le camp d'en



Une réunion du Bureau Politique du FLNKS. (AFP)

face aussi, on essaie de se placer en position de force.

Bien sûr, *Le Figaro* n'a pas crié à l'illégalité ni appelé à la répression quand Lafleur a demandé aux Caldoches de violer le couvre-feu et la légalité. Mais, indépendamment de l'intérêt personnel que pouvait prendre Lafleur à jouer les vedettes, l'opération avait pour but de ridiculiser Pisani et d'établir un rapport de force favorable à la droite.

Alors, finalement, le parallèle avec l'Algérie n'est peut-être pas si faux : dès 1956, il était visible que l'Algérie serait indépendante ; mais les calculs politiques de la droite, qui ne voulait pas perdre son influence dans la partie la plus réactionnaire de l'électorat, ont amené à prolonger la guerre de six ans.

En Nouvelle-Calédonie, il n'est pas sûr que les calculs politiques du RPCR et de la droite métropolitaine ne puissent pas mener à des affrontements sanglants avant qu'on n'en arrive à l'indépendance. Une indépendance que la bourgeoisie française accordera de toute façon un jour ou l'autre, parce que garder la Nouvelle-Calédonie avec son statut de TOM, cela revient cher et parce que la preuve est faite depuis longtemps que l'indépendance politique n'empêche pas l'impérialisme de maintenir sa domination.

Sylvie MARECHAL

Le programme du FLNKS

Le FLNKS a été fondé en septembre 1984. Il est né de la constatation par les indépendantistes que le gouvernement Mitterrand continuait la politique de Giscard, et de l'autodissolution du Front Indépendantiste (FI), résultant de cette constatation.

Le FI avait été lui-même créé en 1979, lors des élections territoriales. Il regroupait l'essentiel des mouvements indépendantistes : l'Union Calédonienne (UC), l'Union Progressiste Mélanésienne (UPM), le Front Uni de Libération Kanake (FULK), le Parti Socialiste Calédonien (PSC), le Parti de Libération Kanake (PALIKA) : ce dernier groupe scissionna ensuite : le groupe Libération Kanake Socialiste (LKS) restant dans le FI, le PALIKA en sortant.

Après 1981, le FI, misant sur les promesses faites par le Parti Socialiste et le Parti Communiste, accepta de jouer le jeu et participa aux institutions locales, aux côtés d'élus de la Fédération pour une Nouvelle Société Calédonienne (FNSC) liée à l'UDF.

Le temps des désillusions arriva assez vite : au lieu de l'indépendance promise, un statut d'autonomie fut voté par l'Assemblée à l'été 1984 ; on annonça des élections territoriales sans réforme du code électoral en faveur des Kanaks. Le FI tira le bilan négatif de sa stratégie électorale, procéda à sa

dissolution avant de se recomposer dans le FLNKS.

On retrouve dans celui-ci tous les groupes composant l'ancien FI, moins le LKS qui continue à participer aux élections, plus diverses autres organisations dont l'Union des Travailleurs Kanaks et Exploités : l'UTSKE.

Le congrès de fondation du FLNKS, auquel le PALIKA assiste en tant qu'observateur, se tient les 22, 23 et 24 septembre 1984 et publie sa charte « écrite et souscrite, précise-t-il, pour une période limitée : la période de la lutte de libération nationale, qui est une période transitoire et préparatoire à l'indépendance kanake et socialiste ».

Après la dénonciation de la politique coloniale de Mitterrand et l'affirmation de « l'existence du peuple kanak fermement attaché à son identité culturelle et à ses valeurs coutumières propres », cette charte expose les buts que se donne le FLNKS : « la revendication des droits légitimes du peuple kanak à la dignité et à la liberté, à obtenir la restitution des terres, à pratiquer sa libre détermination, à être considéré comme seul peuple légitime en pays kanak et à y avoir sa patrie ».

Affirmant la priorité de la lutte contre l'opresseur colonial, le FLNKS se donne pour but la libération du pays kanak du colonialisme, en vue d'instaurer « un socialisme basé sur les réalités

locales, mais qui sera défini dans la lutte par les combattants de la liberté. »

Rien de plus précis, et à dessein, que ce socialisme « à la kanake » dont les contours suffisamment flous ne gêneront pas tous ceux que peut regrouper un tel front : ces « indépendantistes kanaks et les non-kanaks anticolonialistes, organismes, syndicats, mouvements, associations, Eglises », qui deviennent membres du FLNKS en signant cette charte.

Car si le FLNKS fait preuve de radicalisme en rompant avec la stratégie électorale du FI et en décidant de « boycotter toute élection à venir » dans le cadre de « la fausse démocratie coloniale », sa politique reste fondamentalement la même. C'est avant tout la revendication de l'indépendance nationale, c'est-à-dire le plus petit dénominateur commun derrière lequel se dissimulent les divergences éventuelles des organisations qui le composent et les différences d'intérêts de couches sociales qui peuvent s'y rallier.

Mais ce qu'ont en tout cas en commun les différents courants qui composent le FLNKS, c'est leur volonté de régler leurs divergences éventuelles au sommet, c'est le refus de soumettre celles-ci aux masses, de les prendre pour arbitre. Car c'est cela qu'exprime la notion même de « front ».

S.M.

Faire de tous les travailleurs des chômeurs à temps partiel

Michel Delebarre, ministre du Travail, annonçait tout récemment qu'un projet concernant le travail à temps partiel était à l'étude, laissant entendre, bien sûr, qu'il aurait tout ce qu'il faudrait pour plaire au CNPF.

Le travail « *a temps partiel reste insuffisamment développé en France* », explique le ministre, constatant que, sur l'ensemble des personnes ayant un emploi, le taux de travail à temps partiel n'est que de 8,3 % en France, contre 11,4 % en moyenne dans l'ensemble de la Communauté Economique Européenne.

Jusqu'à présent, le patronat est resté rétif à pratiquer à grande échelle le travail à temps partiel, le partage par exemple d'un poste de travail entre deux travailleurs, comme cela se pratique couramment aux Etats-Unis. Et le projet étudié aujourd'hui par le gouvernement vise justement à lui faire découvrir les vertus inexplorées de ce mode de travail, « *un instrument d'une grande souplesse d'utilisation* », précise Delebarre.

Le gouvernement, qui voit là, si le système se généralisait, une nouvelle façon de rayer des statistiques un bon nombre de chômeurs qui deviendraient « *travailleurs à temps partiel* », est tout prêt à « inciter » les

patrons à y avoir recours, en leur versant des subventions supplémentaires.

C'est ainsi que le premier volet du projet prévoit que la transformation de postes de travail à temps plein en postes de travail à temps partiel donnerait droit à une aide financière. Son montant pourrait être du même ordre que celui de l'aide versée, depuis le 30 mai 1984, aux entreprises qui procèdent à une réduction de la durée du travail d'au moins deux heures et au plus cinq heures : à savoir entre 1 000 et 1 500 francs par heure réduite et par salarié. Un joli pactole en perspective pour les patrons, qui créeraient moins du travail à temps partiel que du chômage à temps partiel... Et pourtant, le CNPF l'a d'ores et déjà précisé, ce n'est pas encore assez pour « *stimuler l'offre* » de ce type d'emplois de la part des entreprises. Cette incitation financière devrait s'accompagner, selon le CNPF, de la suppression de la disposition de l'ordonnance de 1982 qui considère comme faisant intégralement partie de l'effectif d'une entreprise les travailleurs embauchés pour une durée hebdomadaire de travail d'au moins vingt heures, avec les charges sociales en conséquence... dont voudraient bien se débarrasser les patrons.

Quant au second volet du projet gouvernemental, il concerne les chômeurs et prévoit de les « inciter » eux aussi à ne pas boudier les emplois à temps partiel. Mais, loin de songer à leur verser des « aides » pour qu'ils occupent ces emplois au rabais, le gouvernement envisage plutôt de tailler encore dans les allocations chômage. Le projet gouvernemental explique en effet qu'avec 60 % de leur salaire antérieur sous forme d'indemnité chômage, les demandeurs d'emploi ne sont pas suffisamment disposés à accepter un emploi à temps partiel. Il s'agit donc de s'en prendre à nouveau aux indemnités chômage, afin, non pas « d'inciter », mais bel et bien de contraindre les travailleurs à accepter les pires conditions de salaire et d'emploi.

Incitation respectueuse et touchantes attentions pour les patrons, la contrainte brutale pour les travailleurs : voilà qui n'illustre que trop bien la politique du gouvernement socialiste.

Et il faudrait que les travailleurs acceptent des demi-boulots avec demi-paye, pour n'être que des demi-chômeurs qui ne compteront pas du tout ? Pour arranger les statistiques gouvernementales à la veille des élections ? Merci bien !

L.P.

Saint-Domingue

Recul du gouvernement devant les émeutes de la faim

Le gouvernement dominicain, qui avait annoncé le 25 janvier dernier des hausses de produits de première nécessité de 50 %, et de 71 % pour le gazole et 34 % pour l'essence, a dû reculer en partie devant la colère de la population.

En effet ces hausses dictées par la volonté du gouvernement de réduire ses dépenses en rognant sur ses subventions à certaines denrées alimentaires, succédaient déjà à de précédentes augmentations des prix des produits de première nécessité, en avril 1984. Déjà

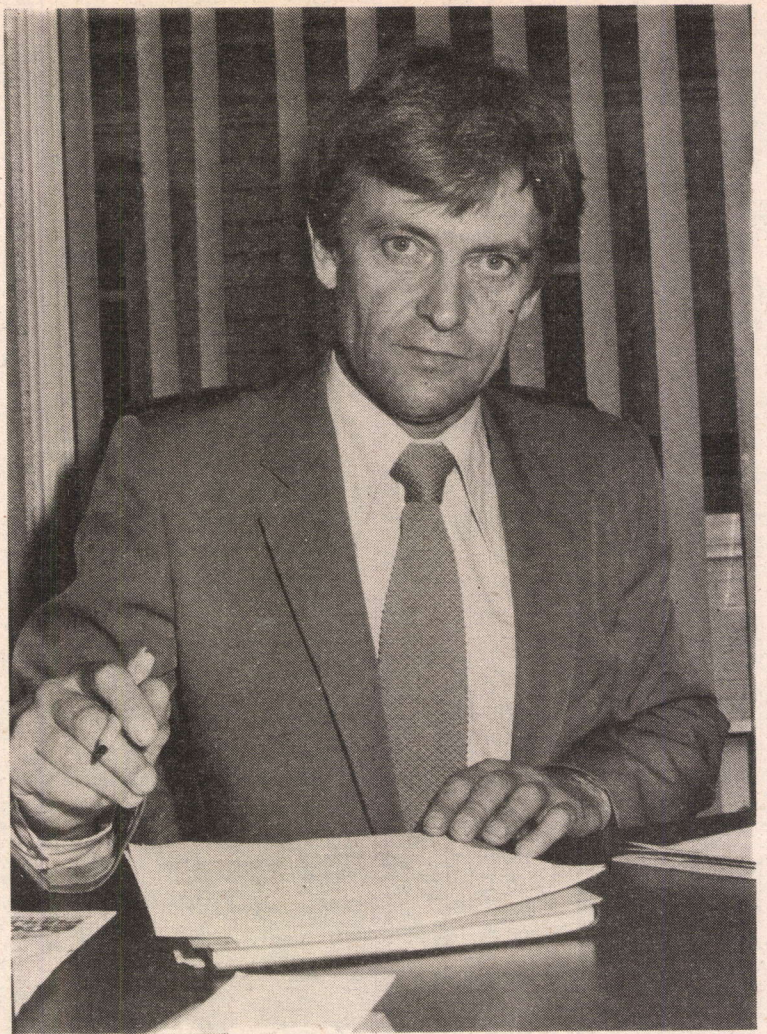
en 1984, la population dominicaine avait répondu par des émeutes qui durèrent plusieurs jours à cette tentative de la pressurer encore plus, et la répression avait fait 55 morts et 200 blessés.

Cette fois, c'est par deux semaines de grèves et de manifestations que la population a riposté aux dernières mesures. Et bien que la répression ait fait 6 morts, bien que le gouvernement ait fait arrêter des centaines de personnes, dont des responsables syndicalistes et de gauche, il a dû en partie

céder : mardi 12 février le président Blanco annonçait une réduction de 20 % des prix de certains produits de première nécessité. Ce n'est peut-être que partie remise à Saint-Domingue, un de ces pays pauvres où les possédants et l'impérialisme cherchent, en ces temps de crise, à s'en prendre encore plus aux populations misérables.

Mais c'est la preuve aussi, face à ces tentatives, la colère des populations les inquiète et peut les faire reculer.

N.M.



Jacques Pommatau, le secrétaire général de la FEN, organisation qui a donné sa caution au gouvernement en signant l'accord salarial.

Accord dans la Fonction publique :

Une caution à l'offensive gouvernementale contre les salaires

Quatre fédérations de fonctionnaires, la FEN, la CFDT, la CFTC et les autonomes ont finalement paraphé l'accord sur les salaires dans la Fonction publique.

Pour le gouvernement, cela aurait pu être pire. Mais finalement le refus de la CGT n'a entraîné que FO (qui, pour la première fois dans la Fonction publique, ne signe pas un accord). Mais il n'a pas ébranlé la FEN (dans sa majorité pro-socialiste), ni la CFDT (qui poursuit ici son option et montre sa volonté de collaboration et de conciliation à l'égard des pouvoirs publics et du patronat).

Pour les dirigeants de la FEN, « *tout ne nous convient pas, mais il y a une volonté de réhabiliter la politique salariale. Nous sommes parvenus à un compromis acceptable* ».

La CFDT se justifie, elle, en soulignant « *l'avancée sur les inégalités et la durée du travail* » et dit du calendrier des augmentations salariales « *qu'il a rarement été aussi bon* ». Et pour la CFTC, « *l'absence d'accord est la situation la plus mauvaise* ».

Il faut un certain aplomb

pour couvrir ainsi la politique gouvernementale. Cela, au moment où elle s'en prend aux travailleurs de la Fonction publique pour, se donnant en exemple à tout le patronat, aider celui-ci dans ses attaques contre le niveau de vie de tous les travailleurs.

Car l'accord de la Fonction publique ne reconnaît pour l'année à venir que 4,5 % d'augmentation sur l'ensemble. Et, rien que pour l'année précédente, il y avait déjà un retard de près de 4 % par rapport à l'indice officiel des prix et pour 1985, selon toute probabilité, l'inflation dépassera encore les prévisions gouvernementales. Cet accord entérine donc une nouvelle réduction du niveau de vie des fonctionnaires.

Ainsi quatre fédérations syndicales, en mettant leur signature, se couchent, et deux refusent la leur. Reste à savoir maintenant si cela vaut engagement de la part de ces dernières, si elles s'orienteront vers une lutte réelle, ou si elles se contenteront d'un coup de publicité les plaçant en meilleure posture vis-à-vis de leurs concurrents des autres centrales.

Le gouvernement change et Pinochet demeure !

EN congédiant son chef de gouvernement et ministre de l'Intérieur Onofre Jarpa, le général Pinochet entend mettre un point final à toute illusion sur la possibilité pour les partis traditionnels d'obtenir par la concertation avec le régime une évolution de celui-ci vers un retour des civils au pouvoir.

La nomination de Jarpa, ancien président du Parti National, politicien de la droite traditionnelle, était apparue, en 1983, alors que les journées de protestations réclamant le départ de Pinochet se succé-

daient de mois en mois, comme une tentative d'ouverture de la part du régime. Il s'était vite avéré que Pinochet n'était pourtant décidé à aucune concession et le rétablissement de l'état de siège le 6 novembre dernier a marqué la volonté des militaires d'empêcher désormais toute manifestation de contestation. Des quartiers entiers ont été ratisés, des milliers de personnes arrêtées, parquées dans des stades.

Tout récemment, l'armée est intervenue contre un groupe de deux cent soixante étudiants partis faire des travaux

d'été parmi les paysans de la région d'Aconcagua : installation d'égoût, construction de centre d'assistance médicale, de logements, animation culturelle sous la direction de la Fédération des Etudiants du Chili tenue en main par l'opposition. Cent quatre-vingt étudiants ont été arrêtés et l'un d'eux est mort dans les mains de la police.

En remplaçant Jarpa par l'un de ses fidèles, inconnu sur la scène politique, Pinochet marque clairement qu'il entend rester totalement maître de décider lui-même des conditions

d'une transition vers un retour à un régime constitutionnel qui doit en principe être mis en place en 1989.

Pour l'instant, il semble que Pinochet ait réussi à désorganiser le mouvement de protestation populaire. Mais il n'est pas dit qu'il gagne finalement l'épreuve de force qu'il a engagée contre toute l'opposition et surtout contre les travailleurs.

Ceux-ci savent d'ores et déjà qu'ils n'ont rien à attendre non seulement de Pinochet mais du régime qu'il accepterait de mettre en place dans cinq ans. Les perspecti-

ves que leur ont tracé jusqu'à présent les partis d'opposition se sont révélées illusoires et les journées de « protestas » inefficaces pour faire reculer Pinochet. Mais ces dernières ont permis aux travailleurs et à la population pauvre de prendre la mesure de leur capacité d'organisation et de lutte. Et il n'est pas dit qu'elle ne mette pas à profit cette expérience pour défendre ses propres intérêts dans la lutte contre un régime raidi dans un refus manifeste de toute concession.

Dominique CHABLIS

La famine au Tchad

L'armée veille au grain

C'est la famine au Tchad. Et les scènes de détresse que rapportent les journaux dans ce pays commencent à ressembler, de plus en plus, aux scènes atroces de la famine en Ethiopie. Dans le numéro du 14 février, l'envoyé spécial du Monde raconte ainsi qu'on peut penser que la famine a, à l'heure actuelle, provoqué « l'exode de plus de 200 000 réfugiés ». « Par milliers, écrit ce journal, ils ne fuient pas seulement la sécheresse mais aussi la guerre. (...) Il y a des dizaines de camps de la faim au Tchad. (...) Le camp d'Ati abrite environ 10 000 réfugiés de toutes races. (...) Pour se nourrir, les réfugiés vont dans la savane arracher des racines et des feuilles de jujubier. (...) Ils démolissent aussi les termitières pour y recueillir quelques graminées amassées par les insectes. (...) On voit les mères arracher à leur progéniture l'unique ration de mil fournie par le PAN (Programme alimentaire mondial des Nations-Unies) et distribuée chaque jour avec l'aide de la Croix Rouge et du Croissant Rouge. (...) Pour prévenir ces comportements, les enfants sont parqués, à l'heure du « rata », dans un périmètre interdit aux parents. (...) La FAO et le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le développement) disposent de

fort peu de moyens logistiques pour aider les populations civiles. (...) C'est un pays sans littoral, mais aussi sans chemin de fer, sans réseau routier. (...) ».

Il y a peu, l'Etat français a sillonné le Tchad, avec ses jeeps, ses hélicoptères ; mais c'était pour y consolider le pouvoir branlant d'un dictateur. Il y a organisé un véritable pont aérien, mais c'était pour y débarquer 3 500 tonnes de matériel et 3 500 soldats. Il y a bâti en quelques jours campements et hôpitaux de campagne, mais c'était pour son armée. Quant à l'Etat tchadien, il met bien quelques forces auprès de ces réfugiés : à Ati, « autour des cases circulent discrètement des soldats des FANT (Forces armées nationales tchadiennes) munis de fusils-mitrailleurs M-16. Pour les femmes et les enfants, interdiction de s'approcher des maisons du bourg » ! Mais le gros de son armée est occupée ailleurs, à réduire la rébellion d'une partie des Forces armées du sud, pour permettre à l'autre partie des forces armées de rester au pouvoir.

Car les Etats, sur notre planète, ce n'est pas fait pour s'occuper des peuples, c'est fait pour s'occuper du pouvoir !

Nelly MEYER

Les allumettes suédoises et le pétard atomique

La « neutralité » de la Suède subit ces derniers temps des assauts répétés. On se souvient, il y a quelques mois, de l'affaire des sous-marins espions trop curieux repérés dans les eaux suédoises et que l'on disait venir d'outre-Baltique, pour ne pas dire officiellement d'URSS.

Si ces sous-marins n'ont jamais eu d'existence et de nationalité prouvées, ils ont quand même déclenché, à retardement, la semaine dernière, une petite guerre... au Parlement de Stockholm, le ministre suédois des Affaires étrangères ayant mis en doute le sérieux des rapports militaires à leur propos.

Au même moment, de façon plus sérieuse, des chefs militaires et des patrons d'industrie du pays s'étaient réunis en véritable état-major de crise pour examiner un problème qui, selon eux, menacerait plus réellement encore la « neutralité » de la Suède.

En effet, la « neutralité » qui a valu à la Suède de ne pas avoir à entrer en guerre depuis 170 ans, est avant tout une affaire de gros sous. Une affaire d'autant plus prospère que d'autres Etats, eux, ne sont pas neutres et ont été, par exemple entre 1914 et 1918 puis entre 1939 et 1945, de gros clients des industries d'armement suédoises. Le respect de

l'intégralité territoriale de la Suède par les belligérants tenant d'ailleurs moins à son statut d'Etat « neutre » qu'au fait que les Etats en guerre trouvaient plus avantageux de disposer d'un terrain non-menacé où se fournir en armes de toutes sortes.

Pays pacifique, en ce sens qu'il n'a pas eu à intervenir militairement depuis près de deux siècles, la Suède doit pourtant pour une bonne part sa richesse actuelle aux différentes guerres qui ont fait tourner ses industries d'armement.

Dans une situation internationale où des conflits armés ne cessent d'éclater un peu partout, il peut sembler étonnant que la Suède se croit menacée dans ce qu'elle appelle sa « neutralité », pour ne pas dire dans les intérêts de ses industriels de l'armement. Et pourtant, à en croire ces mêmes industriels, tel serait le cas. C'est ainsi qu'un dirigeant de la firme Ericsson (télécommunications civiles et militaires) se plaint que « de puissantes forces économiques » aux Etats-Unis et en Europe raflent le gros des marchés « dans les régions stratégiques ». Quand ces géants de l'armement que sont la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne s'associent pour produire des chars de combat, des avions superso-

niques ou des fusées, la Suède, qui « est l'un des rares pays qui ne soit pas associé à ce genre de coopération », n'arrive plus à suivre. Réduite à ses seules forces industrielles et financières, elle dépend en outre énormément des importations de composants électroniques — essentiellement américains — sans lesquels la plupart des armements actuels de haute technologie ne sauraient fonctionner.

Et comme il n'est pas question que la Suède renonce à sa « neutralité », c'est-à-dire au fromage que représente aujourd'hui l'augmentation colossale des budgets militaires mondiaux, le chef de l'état-major suédois a trouvé une solution : se lancer dans la coopération avec un autre pays neutre, la Suisse. Un pays qui, lui aussi, a su engranger des profits de taille en s'abritant derrière sa « neutralité » tandis que le reste de la planète s'entre-gorgeait, grâce, entre autres choses, à ses propres industries d'armement, telle la firme Orlikon.

Comme quoi, en temps de guerre économique — ce que l'on appelle la « paix » — même les « neutres » doivent trouver des alliés et se battre pour tirer profit des guerres qui ont ou vont éclater.

P.L.

Les mineurs victimes de la politique des dirigeants syndicaux

La cote de popularité du Premier ministre britannique, Margaret Thatcher, est à la baisse. A l'occasion du 10ème anniversaire de son accession à la direction du Parti Conservateur, un hebdomadaire, le *Sunday Times*, a réalisé un sondage sur la politique de la « dame de fer ».

Ainsi, 52 % des personnes interrogées pensent qu'elle mène une mauvaise politique économique. En matière de politique de l'emploi, les mécontents atteignent 88 %, ce qui ne surprendra personne quand on sait que le pays compte actuellement 3,3 millions de chômeurs. Quant à la grève des mineurs, alors que la presse s'évertue pourtant à dire que le Premier ministre a l'opinion publique derrière elle à ce sujet, seuls 29 % des sondés approuvent le refus de Thatcher de négocier avec la direction du syndicat des mineurs, la NUM, qui, elle, pourtant se dit prête à des négociations « sans condition préalable ».

Seulement, si le 11 février 1975 Margaret Thatcher avait été élue à la tête des conservateurs en remplacement d'Edward Heath, dont le gouvernement venait justement de tomber après une grève des mineurs, dix ans après une autre grève des mineurs fait peut-être beaucoup dans l'impopularité de Thatcher. Mais celle-ci s'en moque, tant que cela reste limité aux sondages. Car ce qui importe au chef du gouvernement britannique, c'est bien moins la courbe des sondages que celle des profits de la bourgeoisie ; et depuis des années ces profits se redressent, à mesure que baisse le niveau de vie de la population laborieuse.

Par contre, il est un sondage en grandeur réelle qui aurait pu non seulement flanquer la frousse à la « dame de fer », mais encore la faire reculer et avec elle la bourgeoisie britannique : c'est le formidable mouvement de grève des mineurs.

Celui-ci dure maintenant depuis plus de 11 mois, et il a tendance à s'effriter, même si aujourd'hui il y a encore 120 000 grévistes qui continuent à tenir bon. Depuis trois mois, 80 000 mineurs ont cessé la grève et l'on peut imaginer que les grévistes voient, la rage au cœur, leurs camarades retourner au travail sans rien avoir obtenu. Pendant plusieurs mois, ce mouvement a mobilisé 200 000 mineurs décidés, organisés, forts de leur bon droit. Pendant des mois, ceux-ci ont fait la preuve de la combativité, du dévouement, de la mobilisation d'une fraction importante de la classe ouvrière d'outre-Manche. Mais ces qualités-là, qui auraient pu être autant d'atouts dans les mains des

mineurs pour entraîner à leur suite des secteurs entiers de la classe ouvrière contre la politique d'austérité du patronat et du gouvernement, tout cela a été gelé, dévoyé, trahi par les dirigeants des syndicats, à commencer par ceux des mineurs.

Sur 200 000 mineurs décidés — et ils ont montré de quelle ténacité ils étaient capables — il eût été impensable de ne pas trouver des milliers, voire des dizaines de milliers de grévistes prêts à se transformer en militants de ce mouvement, prêts à aller s'adresser aux travailleurs des entreprises des bassins miniers et, au-delà, des autres régions du pays. Chaque matin, à la porte de dizaines d'usines différentes, il aurait pu y avoir des centaines, voire un millier de mineurs. Moins pour y appeler à la seule solidarité que pour y expliquer aux autres travailleurs que, mineurs, sidérurgistes, ouvriers de la chimie, du bâtiment ou des transports, etc., tous avaient les mêmes ennemis, les mêmes problèmes, le même intérêt de classe à entrer en lutte pour contrer la politique d'austérité gouvernementale et patronale.

Les milliers de mineurs qui auraient pu mener cette politique-là, qui auraient pu se transformer en autant de leviers pour soulever la colère de toute la classe ouvrière, ils existaient. Ils existent peut-être même encore. Seulement il ne s'est trouvé aucun parti, aucun syndicat, voire même aucun groupe révolutionnaire — car même quelques centaines de militants révolutionnaires auraient pu, dans ces conditions, jouer un rôle décisif — pour proposer une telle politique, pour montrer aux mineurs quel puissant levier se trouvait entre leurs mains.

Au contraire, tous ceux qui se sont adressés aux mineurs — quand cela n'a pas été pour condamner leur mouvement, comme l'ont fait certains dirigeants syndicalistes — n'ont fait qu'isoler, tromper les mineurs. Certains ont feint de croire que la tâche essentielle était d'organiser la solidarité financière avec les grévistes, quand ils avaient d'abord besoin d'une politique dévouée à leurs intérêts, aux intérêts de la classe ouvrière tout entière. D'autres, tel Scargill, ont pu se donner à bon compte des airs radicaux en misant sur la combativité et la rage de vaincre des mineurs, en ne leur

proposant que d'aller, en piquets, à la porte des puits pour y faire le coup de poing contre les non-grévistes. Cela a peut-être dissuadé quelques « jaunes » — et encore — mais bien moins, de toute façon, que ne l'aurait fait une extension de la grève à d'autres secteurs de la classe ouvrière. Par contre, cela a contribué à désigner aux grévistes comme principaux ennemis les mineurs restés au travail, alors que leurs adversaires les plus dangereux étaient précisément les bureaucrates syndicaux qui ne leur proposaient pas d'essayer d'étendre le mouvement. Et puis cela s'est soldé aussi par des milliers de condamnations à des peines de prison et par 600 licenciements quand la police s'est mise à intervenir.

Un mouvement des mineurs se donnant d'autres objectifs n'aurait sans doute pas évité de tels risques. Mais les mineurs ne les auraient pas affrontés en pure perte, avec pour seule perspective, comme c'est actuellement le cas sous la direction des Scargill et consorts, la défaite, si Thatcher refuse jusqu'au bout de transiger.

Bien sûr, rechercher la généralisation du mouvement



11 mois de mobilisation, mais aussi 11 mois d'isolement dont les dirigeants syndicaux n'ont pas tenté de les sortir.

Au congrès des Trade Unions en Juillet 1984.

n'aurait pas garanti la victoire de celui-ci. Mais le type d'épreuve de force, limitée à une corporation, que la direction du syndicat des mineurs a décidé de livrer, constituait un terrain de lutte infiniment plus défavorable pour les travailleurs.

Les bureaucrates du Parti Travailleiste et des Trade Unions se réjouissent peut-être de la baisse de la cote de Thatcher. Ils y voient peut-être l'annonce d'un prochain

retour du Labour à la direction des affaires.

Mais pour les mineurs, comme pour tous les autres travailleurs britanniques, cela ne changera rien. Car si la grève des mineurs a démontré quelque chose, c'est que, si les travailleurs ne veulent pas dépenser en pure perte leur combativité, il leur faudra trouver en leur sein d'autres dirigeants que ceux des appareils syndicaux, même lorsqu'ils se veulent « de gauche » comme les Scargill.

Pierre LAFFITTE

ILES MALOUINES

Faux rapport pour une vraie guerre

Le gouvernement de Mme Thatcher a menti à son Parlement en lui donnant une version fautive d'un événement survenu lors de la guerre des Malouines. C'est en effet de propos délibérés — et non pour riposter à une agression, comme l'avait dit le gouvernement — que la marine britannique a coulé le croiseur argentin *General Belgrano*.

L'hypothèse avait déjà été évoquée. Elle a été confirmée par un jugement, acquittant un haut fonctionnaire du ministère de la Défense accusé d'avoir transmis des documents confidentiels à un député travailliste. Un de ces documents établissait que le croiseur argentin s'éloignait bien de la flotte britannique au lieu de l'attaquer.

Ce jugement a fait rebondir le scandale ; la presse s'indigne de ce mensonge. Mais, dans cette histoire, que le gouvernement ait menti au Parlement n'est qu'une péripétie. Le plus scandaleux — mais ce n'est pas la presse attachée à la défense du



Le débarquement aux Malouines en mai 1982.

nationalisme qui le soulignera — c'est que Thatcher et son gouvernement aient choisi de répondre à l'occupation argentine des Malouines par la guerre.

Car ils l'ont choisie, quel qu'ait pu en être le prix en argent et en vies humaines ; elle a coûté au moins un millier de morts (368 dans le seul

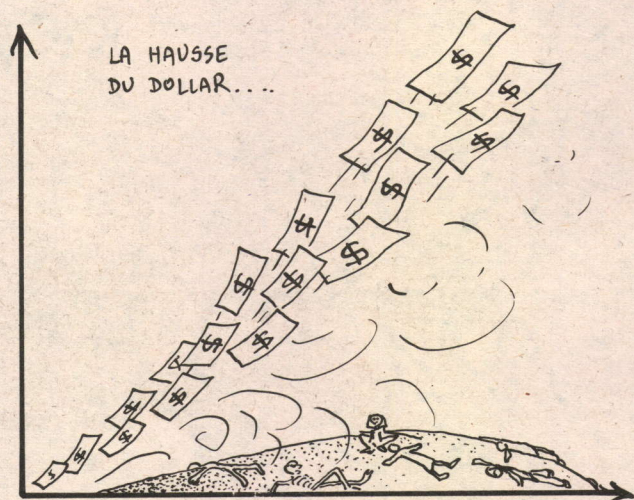
naufage du *Belgrano*), dont 250 Anglais.

Ils l'ont voulue comme une opération de prestige, mais surtout comme un coup de semonce, destiné non seulement à l'Argentine mais à tout pays qui serait tenté de contester leur autorité ou celle de l'impérialisme en général.

Sylvie MARÉCHAL

Le dollar monte

Le monde s'enfonce dans la crise



Le dollar à plus de 10 F ne serait, à entendre certains commentateurs de la presse, pas si catastrophique que cela. Evidemment, pour un certain nombre d'entreprises françaises, c'est tout bénéfice. D'abord pour celles qui exportent aux Etats-Unis : toute hausse du dollar par rapport au franc rend les marchandises françaises moins chères, et donc plus faciles à vendre. Par ailleurs, les grandes entreprises françaises disposant de filiales aux Etats-Unis voient la valeur, traduite en francs, des bénéfices des sociétés qu'elles contrôlent, très augmentée.

Ainsi, la hausse de la monnaie américaine est pain béni pour les Roussel-Uclaf, les Lafarge-Coppée et autres Air Liquide. Et elle ravit tous les détenteurs de dollars et de biens libellés en dollars, car elle entraîne une revalorisation permanente de leur capital.

Les capitalistes d'Allemagne, du Japon et de France, d'ailleurs, ne s'y trompent pas. Les milliards accourent pour s'investir. Même en France, où il y a un contrôle des changes, il suffit de présenter un dossier de création d'entreprise aux Etats-Unis pour obtenir le visa de sortie de son argent ; et même parfois, de surcroît, des prêts offerts par l'Etat à taux avantageux pour compléter le magot.

C'est ainsi qu'on a vu ces dernières années des patrons français traverser l'Atlantique de plus en plus nombreux. Pas seulement pour essayer de vendre des voitures, comme Renault. Des promoteurs sont allés y construire des villages de maisons individuelles car ils en savent, paraît-il, aujourd'hui plus sur le sujet que les Américains qui ont inventé la chose. Et tout récemment c'est Euro-marché qui a fait savoir qu'il faisait le voyage pour installer un supermarché conçu selon les recettes françaises à Cincinnati...

Evidemment, il ne manque pas de patrons français avisés pour faire faire le saut aussi à une partie de leur fortune personnelle.

Tout cela se traduit par des capitaux retirés de France, de l'argent qui ne s'investit pas dans des activités productives, et donc par du chômage supplémentaire.

Mais la hausse du dollar a des conséquences véritablement catastrophiques dans les pays sous-développés. D'une part, eux aussi sont touchés par les sorties de capitaux. Les bourgeois mexicains, vénézuéliens ou brésiliens envoient leur fortune aux Etats-Unis, directement ou par l'intermédiaire des paradis fiscaux des Bahamas ou de Panama.

L'hebdomadaire américain des affaires *Business Week* vient de s'aviser qu'en comparant les balances des paiements déclarées par les pays pauvres ces cinq dernières années et celles des pays riches, on perd la trace de 400 milliards de dollars : la moitié de la dette des pays du Tiers Monde. Ces 400 milliards de dollars sont bien sortis des pays pauvres, qui n'ont pu après coup que constater leur disparition, mais ils n'ont pas été comptabilisés à leur entrée par les pays riches.

D'autre part, la dette des pays pauvres s'alourdit sans cesse, du seul fait qu'elle est libellée en dollars. Et il faut à ces pays vendre de plus en plus pour parvenir à rembourser les banquiers de Wall Street. Et cela d'autant plus que les prix des matières premières qu'ils exportent baissent avec la crise, comme le montre le cas du pétrole. La surexploitation et la misère des masses populaires s'en sont aggravées d'autant.

L'augmentation du dollar se traduit par un ralentissement des investissements productifs dans tous les pays du monde à l'exception des Etats-Unis. Et encore les capitaux qui s'y bousculent pour trouver à s'employer sont-ils bien plus souvent utilisés, non pas pour créer des entreprises nouvelles productives, mais pour racheter des entreprises existantes au travers de batailles boursières ; ou encore pour acquérir des bons du Trésor américain, qui servent à payer les commandes américaines d'armement sans cesse croissantes financées sur emprunt.

L'augmentation du cours du dollar n'est donc nullement le signe que l'économie tourne. Certains capitalistes peuvent se féliciter des gains qu'elle leur procure. Mais elle signifie surtout la continuation et l'aggravation de la crise économique.

Pierre VERNANT

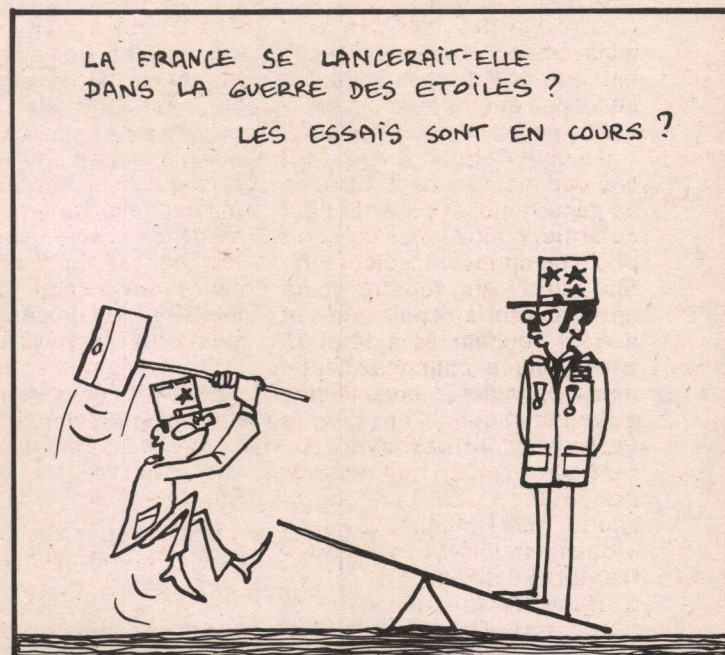
Guerre des étoiles :

Les contribuables en verront 36 chandelles

On savait déjà que toutes les conférences sur le désarmement n'avaient aucune efficacité pour stopper, ou même ralentir la course aux armements que se livrent les grandes puissances, URSS et Etats-Unis. On ne pouvait le dire plus nettement que ne l'a fait Reagan dans une interview au *New York Times* donnée le 12 février, à un mois de l'ouverture de la nouvelle conférence de Genève.

A propos du système de défense IDS (Initiative de défense stratégique), baptisé « Guerre des Etoiles », il déclare que, même si les actuels arsenaux de missiles nucléaires devaient être démantelés par accord mutuel entre URSS et USA, il ne renoncerait pas pour autant à la poursuite des recherches pour doter les Etats-Unis d'un bouclier stratégique de ce genre. Pour Reagan, cela n'entre pas dans les discussions à venir et cela n'est en rien une monnaie d'échange.

C'est que, par-dessus toutes les considérations sur « l'équilibre de la terreur », par-dessus les prétendues



nécessités sur la sécurité du territoire, il y a que la course aux armements répond d'abord et avant tout aux besoins de profits des trusts américains de l'électronique et de l'armement. Et Reagan, qui est là pour les servir, pour mettre l'argent des contribuables américains à leur disposition, n'irait tout de même

pas changer de programme simplement parce que l'URSS lui enlèverait sa justification officielle, en acceptant une réduction des armements ! Non, Reagan ne tombera pas dans le piège : il n'arrêtera sous aucun prétexte le flot de la manne étatique vers l'escarcelle des trusts !

L.G.

Brésil

La torture continue

Un juge d'instruction, suite à une plainte d'un avocat affirmant avoir été victime de brutalités de la part de la police, a saisi le 29 janvier dernier, dans des locaux de la police fédérale de Rio, des instruments de torture : barre de fer pour attacher poignets et chevilles des prisonniers, bâton spécial utilisé pour guider... un serpent vers le supplicié. Il a aussi constaté l'existence de deux salles sans fenêtres et insonorisées.

La direction de la police avait essayé en vain, sur ordre du ministre de la Justice, d'empêcher la perquisition. Après celle-ci, ce même ministre a ordonné une enquête confiée... à la police.

Que, sous le régime des militaires brésiliens, la torture ait été et soit encore une pratique courante, pas besoin de cette perquisition pour le savoir : de nombreux témoignages l'attestent. Une psychologue accusée de trafic de drogue avait porté plainte en 1983, sans aucun effet. De même, peu après, un photographe déclara avoir été torturé à l'électricité tandis qu'un boa s'enroulait autour de lui. Le juge avait envoyé l'animal au zoo, mais les policiers sadiques qui torturent restent en place.



Brésil : la police à l'œuvre

« Trois ou quatre personnes sont mortes de sévices entre les mains de la police » ces trois derniers mois dans l'Etat de Rio, d'après le procureur de la région.

Mais, pour quelques juges qui dénoncent cela, c'est l'ensemble de l'appareil judiciaire qui est complice. « La torture, c'est la règle. Et l'exception, c'est l'enquête en bonne et due forme », affirme un représentant de l'Ordre des avocats.

Avec l'arrivée le 15 mars prochain des civils au pouvoir, peut-être la police fera-t-elle un peu plus attention au choix de ses victimes. Mais, comme déclarait ce même avocat : « Ici, les

droit commun ont toujours été torturés, y compris sous les gouvernements démocratiques ».

Et d'avance, le futur président « démocrate » Tancredo Neves a décidé de couvrir les responsables de l'armée jusqu'ici au pouvoir, qui ont soutenu, sinon encouragé, les policiers tortionnaires. A la question : « L'armée sera-t-elle démocratisée ? », il a répondu : « Elle est déjà démocratique ». Une façon de dire : les responsables des arrestations, des emprisonnements, des tortures et des assassinats ne seront pas inquiétés.

Et les méthodes des tortionnaires se perpétueront.

M. B.

Après le procès des policiers assassins

Le procès des assassins de Jerzy Popieluszko, un prêtre proche de Solidarité, ex-aumônier des Chantiers de Gdansk et connu pour ses prises de position contre le régime, s'est soldé par de lourdes condamnations. Ceci au regard non pas tant des faits (enlèvement, torture, assassinat) que de la personnalité des accusés : quatre officiers de la police politique.

Il est en effet exceptionnel que des membres des services de sécurité (d'un pays de l'Est ou autre, d'ailleurs), s'en étant pris à un opposant, soient arrêtés aussi vite (quatre jours après leur forfait), puis jugés et surtout condamnés à 14 et 15 ans de prison (pour deux lieutenants considérés comme des exécutants) et à 25 ans pour le capitaine Piotrowski et le colonel Pietruszka, en tant que responsables, l'un physique, l'autre hiérarchique, de cet assassinat. Il n'est en effet pas fréquent dans ce genre d'affaire de voir une enquête aller aussi vite et un tribunal prononcer des condamnations aussi lourdes, car aucun appareil d'Etat ne se frappe volontiers lui-même. Sauf pour raison d'Etat, comme cela a été le cas dans ce procès.

Techniquement, les recherches n'ont guère dû poser de problèmes, enquêtes et enquêtes appartenant au même monde policier. D'autant que l'opération avait été discutée, préparée dans des locaux de la police et probablement couverte en haut lieu, comme certains accusés l'ont déclaré. Du coup, les autorités policières et judiciaires étaient pres-

que prévenues à l'avance, certaines instances ayant pour le moins fermé les yeux sur cet assassinat, si elles ne l'avaient pas commandité.

Le procès a été mené rondement et avec vigilance par le juge Kujawa, un spécialiste des procès politiques : il en a notamment mené contre des dirigeants de Solidarité, après l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981. Ce juge a notamment tout fait pour que la hiérarchie des complicités ne dépasse pas le stade d'un colonel, alors que les débats avaient mis en cause un général et un vice-ministre. Le procureur Pietrasinski, lui, s'est évertué à tracer un trait d'égalité entre « l'extrémisme » de l'assassiné et celui de ses assassins, les déclarations de ce même procureur contre la victime, l'Eglise et Solidarité étant largement reprises par la presse, la radio et la télévision polonaises.

Le jour du verdict, Lech Walesa a déclaré que ce procès a « révélé une atroce vérité sur le travail des services de sécurité et sur la mentalité de ces gens ». Certes. Il a notamment montré que, contrairement à la thèse officielle, les accusés n'étaient pas des exceptions mais que d'autres officiers de la police politique pensaient comme eux, tel ce lieutenant-colonel qui est venu affirmer que « les activités de Popieluszko préoccupaient de plus en plus la police polonaise ».

De fait, on peut se demander si le gouvernement de Jaruzelski, tout en s'appuyant sur une police politique chargée de

traquer les opposants, n'aurait pas été, dans cette affaire, dépassé par les initiatives meurtrières de certains policiers jugeant le pouvoir trop faible vis-à-vis de l'opposition et estimant, tel Piotrowski, que le régime les laissait « désarmés sur le champ de bataille politique ». Ces policiers ont sans doute eu en outre le sentiment qu'ils pouvaient agir impunément, du fait de la couverture de leurs supérieurs et même du soutien de « conseillers » soviétiques. Un soutien que réitérait, de façon à peine voilée, l'agence TASS lorsqu'elle déclarait, juste après le verdict, comprendre leur « désir d'empêcher les activités hostiles à l'Etat » dans une Pologne « pas encore normalisée ».

Evidemment, ces questions ne pouvaient pas trouver de réponse dans le cadre d'un procès. Mais le fait qu'un général mis en cause ait été suspendu et qu'un autre, ex-ministre de l'Intérieur, présenté comme le chef de file des « soviétophiles », ait été éliminé du Bureau politique du PC polonais est peut-être la réponse indirecte à ces questions.

« L'Etat socialiste a fourni une preuve convaincante de son respect de la légalité et de la transparence de la vie publique », a déclaré avec cynisme le gouvernement après que le verdict eut été rendu public, sans risquer d'ailleurs d'être publiquement démenti puisque l'avocat de la famille de la victime avait déclaré considérer les condamnations comme « certainement justes », le porte-parole de l'épiscopat les



Les dirigeants de Solidarité à l'enterrement du curé Popieluszko.

caractérisant, lui, comme « très sévères ». De son côté Walesa, tout en émettant des réserves quant au déroulement du procès, faisait savoir au même moment que « nous aimerions voir dans ce procès le signe que les autorités souhaiteraient aller dans le sens de l'entente nationale ».

Est-ce au nom de cette hypothétique « entente nationale » que les représentants de Solidarité et de l'épiscopat ont cherché à ne pas gêner le pouvoir tout au long de ce procès ? La population, que la presse occidentale avait présentée comme choquée et horrifiée par cet assassinat, attendait-elle que Solidarité et l'Eglise l'appellent à montrer ses sentiments, et sous quelle forme ? Nous n'en savons rien. Mais force est de constater, comme

le journal *Le Monde* le jour du verdict, que cette affaire « avait paradoxalement donné au général Jaruzelski une occasion d'améliorer un peu son image auprès de ses concitoyens, de regagner un minimum de confiance. D'autant que l'opposition, par sa prudente retenue après le drame, avait facilité les choses ».

Seulement, si l'opposition s'est tue en pratiquant une nouvelle fois « l'entente nationale » pour deux, le régime, lui, a été le seul à en profiter. Il n'en a même su aucun gré à ladite opposition. Il a au contraire profité du fait que la population suivait avec intérêt ce procès pour donner, en direct du tribunal, une audience renouvelée à ses attaques contre l'Eglise et Solidarité.

Pierre LAFFITTE

Le gouvernement de gauche contre les travailleurs

Depuis sept jours, les employés des transports publics sont en grève pour obtenir 300 % d'augmentation de leurs salaires, réduits à rien par une inflation galopante. Les banques quant à elles sont fermées depuis deux semaines. Des membres de la Fédération Paysanne de La Paz ont bloqué des routes et fait sauter un pont de chemin de fer, pour protester contre l'insuffisance de l'approvisionnement en essence et en produits de première nécessité dans l'ouest du pays. En Bolivie, les travailleurs des villes et des campagnes protestent contre la politique d'austérité du gouvernement de gauche de Siles Zuazo. Celui-ci, en réponse, vient de faire appel à l'armée pour protéger les voies de communication contre les paysans et, samedi 9 février, a pris une nouvelle série de mesures destinées à faire un peu plus payer la crise aux travailleurs : dévaluation de 80 % du peso par rapport au dollar ; augmentation de 400 % en moyenne des produits alimentaires de première nécessité (pain, riz, sucre, huile) ainsi que des carbu-

rants, compensées par... 100 % de hausse du salaire minimum. C'est ainsi que le gouvernement cherche à faire payer aux pauvres la note de la dette extérieure, qui s'élève à 5,3 milliards de dollars.

Tout au long de l'année passée, le gouvernement a suivi cette même politique. En mai dernier, suite déjà à une dévaluation et à l'augmentation des prix, la Centrale Ouvrière Bolivienne, la COB, avait organisé la mobilisation des travailleurs. Mais le gouvernement n'avait alors gelé que les remboursements aux banques privées américaines, s'élevant à 680 millions de dollars, un huitième de la dette, et avait refusé d'accorder l'échelle mobile des salaires, qui ne suivent pas la hausse vertigineuse des prix.

Le gouvernement de gauche cherche à la fois à satisfaire ses créanciers et la bourgeoisie bolivienne et à se concilier les bonnes grâces des dirigeants de la COB, qui réclament la rupture avec la politique conseillée par le Fonds Monétaire International ainsi qu'une place dans la gestion des affaires du pays.

Ces dirigeants de la COB cherchent quant à eux à concilier leur soutien au gouvernement de gauche et le mécontentement croissant de la population laborieuse de plus en plus appauvrie.

Mais il n'y a pas de conciliation possible entre les travailleurs et les paysans, qui se battent depuis des mois contre l'augmentation des prix et la baisse des salaires réels, et ce gouvernement qui aujourd'hui fait même appel à l'armée. Car même si aujourd'hui cette intervention de l'armée pour contrôler les voies de communication n'entraînait pas de répression contre les paysans et se bornait à une occupation (nous n'avons pas d'informations à ce sujet), Siles Zuazo montre ainsi qu'il est prêt à faire appel à elle contre la population.

Alors que, depuis octobre 1982 qu'il est au pouvoir, il ne cesse d'exercer ce chantage auprès des travailleurs : « C'est moi ou l'armée », avec, d'ailleurs l'appui de fait des dirigeants de la COB, il montre aujourd'hui qu'en fait, c'est lui et l'armée.

Michel BROUSSE



Une manifestation de femmes contre la politique économique du gouvernement Zuazo.

dans
les entreprises



□ SACILOR

La mise en place des stages de conversion

A Sacilor, pour tenter de mettre en place les congés de conversion, la direction fait passer tout le personnel à tour de rôle dans des pré-stages baptisés « modules de sensibilisation ».

Officiellement, il s'agit de procéder à l'évaluation des connaissances de chacun, d'établir pour chaque travailleur un dossier individuel qui fera le point sur ses aptitudes, ses aspirations et son niveau d'études. En fait, il s'agit d'en pousser le maximum, en douceur, vers la porte de sortie, en essayant de les convaincre que la sidérurgie c'est foutu et qu'il vaut mieux chercher du travail ailleurs.

Pendant cinq jours, les stagiaires sont pris en charge par des psychologues de l'AFPA, auxquels s'adjoignent des contremaîtres et moniteurs de Sacilor.

Dans un premier volet, baptisé « information », on fait miroiter des tas d'emplois... en dehors de la sidérurgie. On évoque les aides au retour, ainsi que les aides pour créer sa propre entreprise. Ensuite vient la phase de « sensibilisation », durant laquelle les moniteurs s'assurent que les stagiaires ont bien compris ce qu'on leur a dit la veille.

Puis la phase « auto-évaluation », où l'on procède à l'« évaluation des connaissances » et où il s'agit de « faire émerger les motivations profondes de l'individu », autrement dit toutes les raisons qui pourraient le pousser à exercer un métier ailleurs. Et dans le dernier volet, phase « synthèse », on construit avec lui « les bases d'un nouvel itinéraire professionnel ». A celui qui a révélé des talents de cui-

sinier, on propose d'ouvrir un restaurant. Les feuilles sont déjà prêtes, il n'y a plus qu'à signer. A celui qui est venu de sa Bretagne natale, on suggère de retourner dans sa région, pour monter sa propre entreprise. Sans même passer par les stages de conversion, il pourra partir en capitalisant 70 % des indemnités (10 à 15 millions anciens).

Aux jeunes, on dit : « Vous avez de l'avenir, vous pouvez faire carrière ailleurs ». Bref, tous ces discours seraient tentants s'il n'y avait pas 2,5 millions de chômeurs et des milliers de licenciements en prévision, dans toutes les branches en même temps.

La CGT boycotte les modules

Dès la mise en place de ces modules, le 7 février, la CGT a appelé au boycott. 200 travailleurs (sur 6 000) se sont rassemblés le matin à 8 heures devant les bureaux et ont envahi les salles de classe. Les tables et les chaises ont atterri dans la cour, les armoires et les classeurs ont été renversés. Les salles de travail ont pris l'aspect d'un champ de ruines, sous les yeux de la direction qui n'a pas bronché.

Dès que la nouvelle s'est répandue, avec photos dans le *Républicain Lorrain*, tout le monde comprenait les raisons de ce saccage et la réaction des sidérurgistes était favorable.

Mais, si cette action a répondu à l'amertume de certains, tout le monde est convaincu que ce n'est pas cela qui pourrait mettre en échec le plan de licenciements. La CGT tient une permanence chaque jour devant les salles de classe. La plupart des stagiaires viennent discuter, racontent comment cela se passe, mais vont quand même en stage. Ils se sentent un peu coincés. Devant le manque de perspectives au niveau de la lutte — la combativité est complètement retombée depuis les grandes manifestations du mois d'avril — un certain nombre choisissent de quitter Sacilor, de partir tenter leur chance ailleurs.

Les Schtroumpfs sauveront-ils la Lorraine ?

Au moment où débute la mise en œuvre du plan Acier qui supprime des milliers d'emplois, où se mettent en place les congés de conversion de Sacilor, l'ensemble de la presse régionale et nationale, la radio et la télévision font grand bruit autour de la création miracle de plusieurs milliers d'emplois à Hagondange. Les Schtroumpfs sauveront-ils la Lorraine, devrait-on se demander ? A l'image de Disneyland aux USA, le Monde des Schtroumpfs, immense parc d'attractions, serait aménagé sur le site de l'usine d'Hagondange qui, il y a dix ans, employait encore 7 000 personnes.

Ce projet permettrait, d'après ses promoteurs, de

créer 1 000 emplois dans l'immédiat et quelques milliers d'autres par la suite. Pour le *Républicain Lorrain*, il s'agit d'une industrie du « 3^e type ». Pour certains élus, c'est l'affaire du siècle. Quant aux commerçants, ils commencent à faire leurs comptes.

Les sidérurgistes, eux, sont plus sceptiques et attendent de voir venir. Tant de créations d'emplois fantômes qui n'ont jamais vu le jour ont été annoncées ces dernières années qu'il y a de quoi être méfiants. Deux milliards sont à trouver. Le préfet à l'industrialisation, Chérèque, se déclare prêt à ouvrir les caisses de l'Etat qui a d'ailleurs déjà financé une partie des études réalisées. Sans parler

des dégrèvements fiscaux et de toute la panoplie des aides pour la création d'emplois dans les pôles de conversion... il est sûr que le projet n'est pas une mauvaise affaire pour ceux qui bénéficient de la manne de l'Etat... même si le parc géant sur le papier se trouve lui-même réduit au bout du compte à pas grand-chose, genre mare aux canards.

En attendant, le projet servira peut-être à relancer l'espoir dans la région... jusqu'aux législatives de 1986.

Les sidérurgistes, eux, attendent du concret et ne veulent pas se faire schtroumpfer une fois de plus...

Correspondant LO

□ Aux Bennes Marrel

Tout n'est pas joué

Aux Bennes Marrel — où la direction a annoncé 158 licenciements — les syndicats CGT et CFDT ont organisé, mardi 29 janvier, une délégation de 90 salariés au siège à Saint-Etienne. Deux cars ont été prêtés à cette occasion par la mairie communiste de Corbeil. Ainsi les travailleurs de Corbeil ont pu prendre contact et discuter avec ceux du groupe à Saint-Etienne, qui ont eux aussi des problèmes face à la direction, puisque celle-ci a mis une partie d'entre eux en chômage technique.

Pendant ce temps-là, à Corbeil, 200 ouvriers ont bloqué les portes de l'usine. Le directeur qui voulait rentrer le matin s'est vu interdire l'accès de l'entreprise, les ouvriers lui ayant dit de revenir à 16 h, et à 16 h que « ce n'était pas le bon jour ». Il est reparti comme il a pu, car les pneus de sa voiture s'étaient dégonflés... Allez donc savoir comment !

Devant la réussite de cette action, une partie des ouvriers discutaient de la suite à donner, et cela dès le lendemain. Mais le mercredi 30 janvier, la direction de la CGT s'est contentée d'appeler à une réunion d'information à 11 h.

A cette réunion, les syndicats ont proposé aux ouvriers de venir aux portes de l'usine le vendredi suivant. Le vendredi est jour de chômage technique pour une partie de l'usine, les ouvriers de la production. Seuls quelques travailleurs ne chôment pas ce jour-là, ceux que les chefs sollicitent, et bien sûr les employés des bureaux ainsi que les cadres.

80 ouvriers ont donc bloqué les portes dès 5 h 30.

Au cours de la matinée, le directeur est arrivé avec un huissier pour faire constater une soi-disant atteinte à la liberté du travail. « *Le seul qui entrave la liberté du travail, c'est le patron* », lui ont-ils répondu, « *c'est lui qui nous impose le chômage technique et qui veut licencier* ».

Les ouvriers des Bennes Marrel ont marqué par ces actions leur refus des licenciements.

L'inspecteur du travail les a par ailleurs refusés le 4 février, au moins momentanément, car la direction des Bennes Marrel ne lui avait pas fourni les justifications qu'il demandait. Tout n'est pas fini pour autant, et les ouvriers des Bennes Marrel sont sur leurs gardes car le patron n'en restera sûrement pas là.

□ RENAULT FLINS

Chômage technique : une opération politique

Deux tiers des ouvriers de l'usine de Flins vont être mis au chômage technique les 21 et 22 février, ainsi qu'une semaine en mars.

Passer quelques jours loin de la production, il n'y a pas là, en soi, de quoi mécontenter les travailleurs concernés, au contraire. Il y aura une perte de salaire, certes, car les journées chômées ne seront vraisemblablement indemnisées qu'à 70 % du salaire brut, si cela se passe comme précédemment — mais la direction n'a pas jugé bon d'annoncer le taux d'indemnisation en même temps que le chômage.

Mais par ailleurs, depuis la rentrée des congés annuels, ça commence à faire long : la Régie a chargé des postes de travail et poussé les cadences en chaîne pour sortir la Supercinq ; elle s'est fixé l'objectif de produire la nouvelle voiture dans un temps total moyen de 21 h. Actuellement, elle en est à 27, mais sur les chaînes de Sellerie, par exemple, son objectif (4 h) est déjà atteint. Côté ouvrier, cela s'accompagne, pour nous, de la suppression de postes : début février, dix postes par chaîne ont été supprimés en Sellerie. Alors, le travail, on ne court pas après en ce moment...

Cependant, au-delà de cette première réaction, il y a bien des questions qui se posent. Pour beaucoup d'entre nous, ces jours de chômage représentent une « opération politique ». En effet, comment expliquer que, au moment même où les responsables de secteurs font faire des heures supplémentaires à la pelle (samedis et dimanches travaillés, débordements au-delà de l'équipe), où l'on fait appel à des travailleurs intérimaires, la direction annonce du chômage technique ? « On bourre, on bourre, entend-on, et après ils nous parlent de chômage... Ce n'est pas logique ! »

Beaucoup d'entre nous ressentent cette annonce comme un avant-goût de la politique que veut mener Besse, le nouveau P-DG, et derrière lui le gouvernement. Leur but est de justifier à l'avance le mot de « sureffectifs » sur lequel ils vont sans doute tôt ou tard s'appuyer pour mettre du monde à la porte.

Côté syndicats, la CGT demande l'annulation des jours chômés et appelle à réagir contre « la direction (qui) sabote la Supercinq pour cas-

ser l'emploi à Flins ». Dans son élan, elle va jusqu'à demander la fabrication à Flins des véhicules fabriqués dans les usines d'autres pays et vendus en France. Mais elle voit dans ce chômage technique une opération politique qui vise à « justifier des sureffectifs à Flins ».

La CFDT proteste contre le décalage entre les déclarations optimistes de la direction sur les ventes de la Supercinq et l'annonce du chômage ; elle répond en exigeant le paiement à 100 % des jours chômés.

Du côté ouvrier, le sentiment commence à naître que Besse et le gouvernement veulent tenter un gros coup chez Renault : nous faire plier les genoux en nous forçant à accepter des licenciements et, à la suite de cela, s'en prendre au reste de la classe ouvrière.

Correspondant LO

□ RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS

Un nouveau plan de suppression d'emplois pour faire travailler encore plus

Le nouveau plan de suppression d'emplois annoncé par la direction de RVI le jeudi 7 février fait suite au précédent : les mesures d'incitation au départ volontaire sont reconduites jusqu'au mois de juin. Il y aura encore des départs en pré-retraite dans le cadre d'une convention avec le FNE, des « aides à la réinsertion dans le pays d'origine » pour les travailleurs immigrés et des « aides à la reconversion » avec une allocation de reconversion de 50 000 F.

La direction veut encore obtenir le départ de 2 550 personnes, sur un effectif de 24 809 au 31 décembre. Mais comme il y a eu 2 135 départs avec le plan Emploi précédent, alors que la direction en prévoyait 3 750, elle veut obtenir aussi le départ de 1 615 personnes, en plus des 2 550 du nouveau plan. Elle estime que, compte tenu des départs déjà prévus et des pré-retraites, il lui faudra trouver 1 060 « volontaires » au départ, dont 750 employés, techniciens et

agents de maîtrise. Ce sont donc surtout des employés qu'elle veut faire partir. Pour les ouvriers, elle ne souhaite des départs qu'à l'usine de Limoges et à la division Pièces de rechange.

Après le mois de juin, s'il n'y a pas eu assez de départs, la direction indiquera les postes précis qui sont supprimés et elle proposera aux travailleurs se trouvant sur ces postes deux mutations successives : s'ils les refusent, ils seront licenciés. Comme l'a dit le directeur des affaires sociales : « Les travailleurs ont raison d'être inquiets : nous avons un plan qui permet des licenciements ».

Ces mesures sont bien sûr d'abord un chantage pour inciter des travailleurs à partir d'eux-mêmes avec une prime plutôt que dans 6 mois sans rien : bien des ouvriers qu'on promène d'un atelier à l'autre depuis des mois, ou des employés à qui on ne donne pas grand-chose à faire depuis un certain temps vont sans

doute se poser le problème dans ces termes.

Mais les autres ne sont pas à l'abri non plus, car la direction a longuement insisté sur son intention d'instaurer la mobilité et la flexibilité pour tous.

Déjà aujourd'hui, dans certains secteurs, suite à la baisse des effectifs, des équipes de nuit ont été instaurées, et certains viennent travailler le samedi... alors que du chômage technique est prévu pour le 1^{er} trimestre 1985. Certains travailleurs de Vénissieux sont envoyés quelque temps à Bourg, Annonay ou même Blainville. C'est donc la généralisation de ces pratiques qu'elle voudrait instaurer.

Cependant, jusqu'à présent, les ouvriers n'ont pas accepté si facilement de se laisser muter, et la direction a dû y mettre le prix. Car elle a besoin d'eux pour sortir sa production. Aussi, si les travailleurs veulent résister collectivement aux pressions, ils en ont la possibilité.

Correspondant LO

Premières réactions à RVI Vénissieux

A Vénissieux, le jour du CCE sur le plan Emploi, le 7 février, la CGT, l'UGICT et FO ont appelé à 2 heures de débrayage. La CGT a essayé de mobiliser pour ce débrayage, avec des réunions d'information et de nombreux tracts, mais en parlant surtout de la « mauvaise gestion de l'entreprise » (« une voie suicidaire ») et en alarmant les travailleurs en disant que la direction veut la disparition du site de Vénissieux et que Besse est venu à la tête de Renault pour « scier les branches mortes », c'est-à-dire le poids lourd, RVI.

Les travailleurs sont venus plus nombreux que d'habitude à ces réunions d'information, mais surtout dans l'espoir d'y obtenir des renseignements sur les mesures que la direction compte prendre et le sort qui leur sera réservé.

Le jour du débrayage, un rassemblement a été organisé au Montage cars et bus ; et de là, les dirigeants CGT ont entraîné les ouvriers grévistes dans une visite commentée des ateliers, pour montrer la « casse ». La visite n'a d'ailleurs pas été commentée

longtemps, la sono étant tombée en panne au troisième atelier visité, les Forges.

Il y avait un millier de personnes au rassemblement, à peu près la moitié des grévistes, les autres ayant préféré jouer aux cartes ou aller faire leurs courses plutôt que de faire une énième promenade dans l'usine. Ceux qui ont suivi la visite n'étaient pas très enthousiastes et ils discutaient entre eux plutôt que d'écouter le discours syndical. Le débrayage a été très inégal suivant les ateliers : entre 10 et 80 %.

La plupart des travailleurs ne croient pas trop à la lutte, surtout quand ils sont une minorité dans leur atelier à faire grève. Et les ATAM, agents techniques et agents de maîtrise, qui sont cette fois-ci les principaux concernés par les mesures de suppression d'emplois, ne sont pratiquement pas sortis en grève, ce qui n'a pas contribué à renforcer la combativité des ouvriers.

Cependant, les ouvriers les plus combattifs ne sont

pas prêts à accepter toutes les pressions que font les chefs actuellement pour faire produire plus et réduire les temps morts.

En ce moment, dans certains ateliers, chaque travailleur est appelé au « confessionnal » pour discuter en tête-à-tête avec son chef d'équipe sur sa production et sur l'ambiance de l'atelier. Chacun est noté sur 5 points sur différents critères : quantité et qualité du travail, présentisme, attitude vis-à-vis de sa hiérarchie et de l'ambiance au travail. Des travailleurs plutôt « sages » et réputés bouseurs se sont ainsi vu repro-

cher leur attitude durant le casse-croûte du matin qui dure trop longtemps, et leur chef les a accusés de perturber l'ambiance de travail ! Mais d'autres se préparent à l'entretien, qu'ils ont bien l'intention d'orienter sur leurs problèmes à eux, en particulier les salaires.

En fait, les travailleurs ne sont pas dupes : si la direction supprime des emplois, c'est pour gagner toujours plus, en augmentant la charge de travail pour ceux qui restent. Alors, elle risque bien d'avoir des difficultés pour faire augmenter la productivité.

Correspondant LO



□ JAEGER (Levallois)

Nouvelle attaque de la direction contre les salaires

Le 7 décembre 1984, un accord est intervenu entre les patrons du Groupe des industries métalliques de la région parisienne et les organisations syndicales CGC, CFTC, CGT-FO. Il entraînait le relèvement des minima et une nouvelle valeur du point hiérarchique, qui passait à 26 F à partir du 1^{er} janvier 1985.

Cette décision a connu une application particulière chez Jaeger à Levallois. Une quinzaine de camarades qui se trouvaient au-dessous des taux devaient être réajustés et augmentés, comme c'est le cas à chaque fois jusque-là. Or ce réajustement n'aura pas réellement lieu car la direction en a profité pour appliquer une autre décision de la précédente réunion paritaire. Depuis le 1^{er} juillet 1984 en effet, les éléments de rémunération à comparer avec les minima garantis comprennent l'ensemble des primes différées — treizième mois et primes d'assiduité — qui étaient précédemment exclues.

Ce qui est revenu à faire payer l'augmentation des minima sur... le treizième mois des camarades concernés.

C'est d'ailleurs ainsi que cela leur a été stipulé : c'est un

acompte à valoir sur le treizième mois, par conséquent ce ne sont pas les patrons qui déboursent l'augmentation des minima, mais nous, les travailleurs !

Il va sans dire que cette mesure n'a pas manqué de provoquer la colère des camarades concernés, et parmi les autres les discussions allaient bon train. « Au mois de juillet, il ne restera rien du demi-treizième mois » disait un des quinze. « On va se faire rattraper par les minima », s'est exclamé un travailleur qui n'était pas de cette charrette.

Bien sûr, la direction se retranche derrière une prétendue légalité. Mais cela ne change rien à l'affaire. C'est un vol pur et simple.

La direction espère peut-être qu'en nous prenant quinze par quinze elle évitera une réaction collective. Mais il n'est pas dit que cette escroquerie n'entraîne pas à un moment ou à un autre des réactions plus virulentes.

En attendant, la direction de Jaeger montre qu'elle est bien dans la ligne du patronat, lui qui lance en ce moment son offensive contre le SMIC et les salaires.

Correspondant LO

□ CHEQUES POSTAUX (Marseille)

Des emplois, en voilà

En décembre, janvier, le retard s'est accumulé partout. Il y avait sept jours de retard aux GV — chargés du pointage et de la mise sous plis des extraits —, et aux TO — chargés de la frappe des chèques postaux, et des mandats.

Pour rattraper ce retard, la direction n'a rien trouvé de mieux que de demander de faire des heures supplémentaires, d'abord payées, ensuite

compensées par des congés.

Mais à peine le retard était-il rattrapé que ça recommençait.

Au service des encaissements et domiciliations et à la SAGEM, le retard a atteint six jours, pour être actuellement de trois jours, pour les chèques bancaires. Et les chèques ne sont encaissés qu'au bout de trois semaines à un mois, ce qui occasionne des découverts parce que les débits (impôts, EDF-GDF, etc.), eux, passent avant les crédits.

Pour accélérer, la direction a trouvé un nouvel expédient : elle a supprimé la vérification à la frappe des chèques. Ceci double presque la quantité de chèques frappés. Mais nous, nous tapons de plus en plus vite, sans arrêt, un paquet après l'autre.

Aux Oppositions, le travail s'accumule aussi, par manque

de personnel. Les oppositions sont urgentes, mais les employés ont du mal à faire face car il manque deux agents par brigade. Et la direction se moque des gens qui ont des problèmes de chèquiers ou de cartes de crédits perdus ou volés.

C'est évident qu'il manque du personnel aux Chèques, et nous en avons assez que la direction fasse pression pour nous obliger à travailler de plus en plus vite, pour limiter le retard.

Elle a prévu de créer vingt positions de travail, mais ça concerne surtout des services nouveaux. Ceci ne change rien à la situation, le manque d'effectif n'est pas réglé pour autant.

Avis aux chômeurs...

Correspondant LO

C'est pas la crise pour tout le monde

Renault a versé, en 1984, 5 milliards de frais financiers aux banques. Une paille ! Avec les 5 milliards de francs pour un an, on pourrait payer 40 000 travailleurs pendant un an à 10 000 F par mois (ce qui est à peu près le salaire d'un P2, avec les charges). Et on nous dit que c'est la crise ! Et on nous dit que la Régie est en déficit !

En fait, les travailleurs de Renault produisent des valeurs dont une bonne partie va directement enrichir les banques. Voilà la vérité.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault/Flins).

Saint-Brieuc

Des locataires qui ne se laissent pas faire

Dans une cité HLM de Ploufragan, commune proche de Saint-Brieuc, depuis quelques semaines, les locataires s'inquiètent au sujet de travaux de rénovation projetés par l'Office HLM, qui devraient se traduire par une augmentation des loyers. Une pétition a été lancée et a reçu un très bon accueil. Le 5 février, les locataires ont été invités à une réunion d'information par la direction des HLM.

C'est environ cent personnes qui se sont rendues à cette réunion, afin de poser aux responsables de l'Office les questions qui leur tenaient à cœur. La réunion a duré deux heures et a fini par devenir plutôt houleuse, car les responsables ont eu bien du mal à rassurer les locataires présents.

Au départ, les locataires ont eu droit à de longues explications sur les travaux projetés et les financements envisagés. Mais il a fallu pas mal de questions de l'assistance pour mettre fin aux atermoiements à répondre au problème essentiel : le montant des futurs loyers. Finalement, les responsables de l'Office confirmaient que les loyers, charges comprises, doubleraient pratiquement pour un F3. Ils se voulaient malgré tout rassurants, affirmant que tout le monde, ou presque, pourrait bénéficier de l'APL (Aide personnalisée au logement), que l'Office

prendrait à sa charge les détériorations des peintures et papiers peints occasionnées par les travaux, et se retranchant derrière une décision gouvernementale de rénover tous les HLM.

Pourtant, toutes ces réponses restaient à moitié convaincantes pour les locataires. Beaucoup étaient irrités par le ton condescendant des réponses à propos du mauvais état de tel ou tel logement. C'était toujours du style : « Oui oui, vous avez raison » et : « C'est la faute de la droite, qui a construit des HLM au rabais ». Certains protestèrent qu'on voulait tout simplement les jeter dehors, avec l'augmentation envisagée suite à ces travaux. Bref, ce qui dominait toutes les interventions c'était la méfiance. Si bien que les responsables durent promettre de ne rien entreprendre contre le gré des locataires.

En fin de compte, la décision des travaux se trouve gelée pour l'instant. Une permanence d'information sera mise en place à la mairie et une nouvelle réunion est prévue dans trois semaines. Ce qui a le plus frappé les participants c'est que, devant leur nombre et leur insistance, les dirigeants des HLM ont fini par perdre la superbe qu'ils affichaient en début de réunion. Alors, rien n'est encore réglé, mais les locataires ont le moral.

□ CRAM (Rouen)

Les femmes de ménage se font entendre

Samedi 2 février, une femme de ménage était victime d'une tentative de viol à proximité de la CRAM, à la suite de laquelle elle a été conduite à l'hôpital. Cela a provoqué une certaine émotion. Aussi, le lundi, l'ensemble des femmes de ménage présentes décidaient de se réunir en assemblée générale le lendemain et de réclamer une navette matin et soir, aux heures où les bus ne circulent pas dans la zone industrielle. Elles ont élu un comité de 4 membres pour organiser l'action et elles sont allées déposer la revendication et exiger une entrevue avec la direction. Elles furent mises dehors : le directeur était trop occupé (sic).

Le mercredi, au cours d'une nouvelle AG, où le comité est réélu, les femmes de ménage ont décidé de faire un tract pour informer l'ensemble du personnel, tract qu'elles ont largement distribué et affiché dans la Caisse. Plusieurs interventions furent faites à l'inspection du travail, qui téléphona à la direction.

A leur grande satisfaction, de nombreuses réactions de sympathie se manifestent parmi le personnel : « S'il faut vous accompagner à la direction pour vous soutenir, appelez-nous ». La direction, elle, accepte de recevoir à deux reprises le comité et concède : pas de conséquences pour les retards liés aux transports, organisation d'une réunion avec leur chef de division (réclamée depuis septembre).

La CFDT a soutenu les fem-

mes de ménage depuis le début ; mais FO et CGT, s'ils ont repris les revendications à leur compte, ont refusé de soutenir, et ce qu'elles font, et le comité. Pour l'instant la question des transports n'est pas réglée ; les femmes de ménage attendent la réunion avec le chef pour voir. Le moral reste bon, et comme elles le disent toutes : « C'est incroyable comment autant de « gens biens » s'aperçoivent aujourd'hui de notre existence ».



Ciao les Dalton

Jeudi dernier, à la sortie des équipes du soir aux grilles Zola, nous avons trouvé une poignée de gardiens en mal de zèle.

Ceux-ci s'étaient mis en tête de ne pas laisser sortir : « c'est pas l'heure » ; on a des ordres, on les applique », etc.

Mal leur en a pris. Ils ont fait l'expérience du bouchon de champagne. A force de bloquer et de gesticuler, ils ont fini par être emportés. Et que ça saute !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault Billancourt Département 49.

Pardonnez-lui

A deux reprises, des travailleurs se sont blessés récemment en donnant un coup de pied dans un chariot.

Réflexion d'un chef, très content de lui : « Au lieu de vous cogner le pied, vous auriez dû vous cogner la tête » !

Il sait de quoi il parle. Quand il n'était encore qu'un petit JR, il s'est cogné la tête en tombant de sa poussette, et visiblement il lui en est resté quelque chose.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Microfusion Gennevilliers.

Faisons les comptes

La pub « Chevrons sauvages » de Citroën a coûté 30 milliards de centimes. C'est le salaire annuel, charges comprises, de 2500 OS.

Citroën a licencié 1950 OS en septembre. Il paraît qu'il n'avait pas d'argent pour les payer. Il a su en trouver plus pour les gaspiller.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Citroën-Aulnay.

Licenciements nouvelle vague

Les dirigeants de Saint-Gobain se creusent la cervelle pour licencier sans que cela fasse de vagues. Des psychologues, des sociologues ont inventé un système qui permettrait de licencier des travailleurs sans qu'ils s'en aperçoivent. D'après ces spécialistes du licenciement en douceur, il ne faut surtout pas que les travailleurs dont on veut se débarrasser « puissent se sentir des chômeurs en puissance ». Ils veulent nous mettre à la porte avec tellement de doigté qu'on

ait l'impression d'être embauchés !

C'est sur nos camarades d'Isover, où 1 300 suppressions d'emplois sont prévues, que la méthode sera sans doute expérimentée. Nos camarades ont déjà montré à plusieurs reprises qu'ils n'étaient pas prêts à accepter les licenciements. Et ce n'est sûrement pas ce genre de divagations qui les convaincront davantage.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Saint-Gobain, La Chapelle-Saint-Mesmin



Ils mesurent... on absorbe !

La fabrication de la lévomépromazine vient de reprendre au Bt 28. Ils nous disent qu'ils vont faire des mesures de poussière aux différents postes. Mais nous, on n'a pas besoin de mesure pour se rendre compte que l'atelier n'est pas adapté à cette fabrication. Car les effets du produit, c'est nous qui les ressentons, et on peut dire d'avance que le seuil de tolérance est largement dépassé.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc, Vitry-sur-Seine

Un ordinateur trop bien dressé

L'ordinateur qui fait nos payes a tellement été habitué à nous payer le moins possible que, ces deux derniers mois, il a fait du zèle.

Il a retiré systématiquement la cotisation de retraite complémentaire et a oublié d'augmenter notre prime de résidence.

Il ressemble de plus en plus à sa chef, celui-là !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Centre hospitalier, Rambouillet.

Dans notre courrier :

• Les patrons de la presse n'aiment pas la pluralité syndicale... la CGT non plus

Depuis toujours aux NMPP, la CGT étant majoritaire (comme dans toute la presse, d'ailleurs), elle est considérée comme seul interlocuteur valable par la direction. Pour la CGT, cela est normal : « quand on ne sera plus majoritaire, on verra le problème », dit-elle.

Ainsi, sur tous les problèmes, la CFDT est mise devant le fait accompli et jamais consultée.

Depuis plusieurs années, la CFDT se bat donc seule pour être reconnue et ne pas subir de discrimination patronale sous prétexte qu'elle est minoritaire. Dernièrement, elle a intenté un procès contre la direction des NMPP. Son objectif était de faire respecter la pluralité syndicale, mais surtout de pouvoir informer et consulter les travailleurs pour déterminer une attitude à adopter face aux patrons pendant les négociations avant de signer tout protocole — et c'est dans ce sens d'ailleurs qu'elle s'est adressée à la CGT, malgré sa réticence, pour que celle-ci l'appuie au procès.

Le procès s'est déroulé le 22 janvier et le jugement a été rendu le 28. Le tribunal de Paris a reconnu que la CFDT était « victime d'une discrimination illicite » et a condamné les NMPP à communiquer la liste complète des conventions collectives

dans les huit jours, sous peine d'amende.

Reste à savoir comment la direction appliquera concrètement le jugement à l'entreprise et quelle sera l'attitude de la CGT ! Une affaire à suivre...

X. Bobigny 93

L'existence d'un seul syndicat n'est pas pour nous, Lutte Ouvrière, en soi bonne ou mauvaise. Il est vrai qu'une organisation syndicale doit pouvoir en principe réunir tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses et que les statuts de la CGT le stipulent en tous les cas. Il est vrai que, si les règles de la démocratie syndicale y étaient appliquées, il n'y aurait aucune justification à la création d'autres syndicats. Seulement voilà, si le monopole syndical de la CGT peut être contesté — jusques et y compris devant les tribunaux — c'est que la direction de la CGT est loin d'être toujours respectueuse de la démocratie syndicale.

Alors, comme notre correspondant semble en être partisan, nous aussi nous souhaitons que ce jugement puisse être appliqué et que la CFDT puisse exister à part entière dans le Livre. Quant à savoir si nous serons par la suite en accord avec la ligne de ce

syndicat, rattaché à une confédération qui, dans sa recherche de relations privilégiées avec le patronat et le gouvernement, tourne actuellement le dos aux luttes, voilà qui est une autre affaire.

• Grève au NCP

Le personnel du « Nouveau courrier de la presse lit tout » est en grève totale depuis le lundi 4 février 1985.

Ses revendications à ce jour (11 février 1985) sont les suivantes :

1. Réintégration d'un salarié injustement licencié ou prise en charge d'une formation pour l'intéressé.
2. Arrêt de la procédure de licenciement pour un deuxième salarié.
3. Paiement des journées de grève.

La direction, par des manœuvres des plus discutables, essaie de jouer la carte d'une pseudo-illicéité de la grève, au lieu de chercher à résoudre les problèmes de fond avec les salariés.

NB - Le NCP est une société de surveillance de presse qui emploie vingt-cinq salariés.

D et T

• A propos de la grève du SNES et du congrès de la FEN

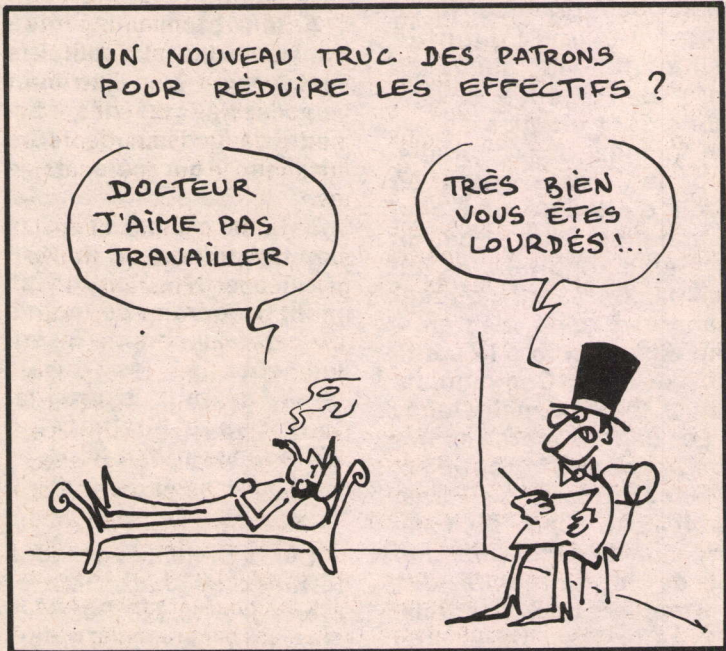
Au CES Mermoz, à Faches-Thusmesnil dans le Nord, nous avons mené trois jours d'action, dont deux jours de grève, les 5, 6 et 7 février, pour protester contre la suppression de postes, les classes surchargées, le manque de moyens... Le 5, nous nous sommes pratiquement tous associés à la grève décidée par le SNES.

Le 6, nous sommes allés à l'Inspection demander des garanties quant à la prochaine rentrée et avons occupé l'étage de l'inspec-

teur (absent, d'ailleurs). Nous étions environ 45 enseignants et parents d'élèves. Nous avons été reçus, mais n'avons eu aucune garantie. En sortant de l'inspection, nous étions une quinzaine à décider d'aller au congrès de la FEN demander au SNI pourquoi la grève du 5 était, selon ce syndicat qui ne s'y était pas associé, « politique ».

Nous avons été accueillis par les gros bras du SNI, qui nous repoussèrent dehors, après avoir arraché nos pancartes, disant que ce que

nous faisons était « anti-gouvernemental », « proche des actions du Front National », que nous avions été « manipulés » la veille par le Parti Communiste. Comme nous n'avions pas nos cartes de syndiqués à leur présenter, ils en sont venus à douter que nous soyons enseignants. Nous avons pu ainsi apprécier la conception que le SNI a de la discussion et de la démocratie. Cela ne nous a pas empêchés de faire tous grève le lendemain, puisque personne n'était présent à Mermoz le jeudi 6.



EXPOSITION - LIVRES

« Janus 2 »

à La Villette (Paris 19^e)

Il s'agit d'une petite exposition ouverte depuis presque deux mois et destinée à donner au public un avant-goût de ce que sera le musée de la Porte de la Villette qui devra ouvrir en mars 1986.

Cinq thèmes précis ont été choisis : la couleur, les plastiques, le sport, les mouvements de l'atmosphère et les courbures en mathématiques. A chacun d'eux, une salle a été consacrée et l'on trouve également une salle de « découverte pour les enfants », un hologramme, beaucoup de vidéos, de diapositives, de minitels.

C'est assez spectaculaire : on voit en fonctionnement une machine à fabriquer le plastique ; on vous invite à participer à des tests sportifs contrôlés « par ordinateur » ; les vidéos pullulent ; un visio-phonie permet de parler avec un correspondant que l'on visualise en même temps alors qu'il est situé à l'autre bout du musée ; les enfants ont droit à trois caméras, un studio et une régie de télévision. Et dans chaque salle, le public a à sa disposition des films vidéo,

des diapositives, des petits jeux soit de connaissance, soit d'adresse.

Les concepteurs du musée ont voulu séduire et cela se traduit par une abondance de gadgets à la mode. Ces salles ne sont certes que des prototypes en quelque sorte du futur musée, *Cité des Sciences et de l'Industrie*, énorme projet qui devrait, une fois terminé, être quatre fois plus grand que le Centre Pompidou. Ceci explique peut-être le fait qu'elles semblent privilégier le côté frappant, surprenant de ce qu'elles présentent par rapport aux explications dont on aurait parfois bien besoin. Il reste cependant que ce mini-musée représente incontestablement une bonne vitrine pour la future « Cité » tant il excite la curiosité et l'étonnement, l'envie d'en voir plus et surtout de mieux comprendre... ce qui devrait permettre le musée de 1986.

Bertrand GORDES

Entrée Porte de Pantin. C'est gratuit mais ouvert seulement le mercredi, le jeudi et le vendredi de 12 heures à 18 heures.

« Sur la piste des grandes fortunes »

de Jack Dion et Pierre Ivorra

Qui sont les riches, et comment le sont-ils ? C'est à ces questions que Jack Dion et Pierre Ivorra ont essayé de répondre. Et l'enquête menée par ces deux journalistes à *L'Humanité Dimanche* est pleine de renseignements en ce domaine.

Tout d'abord, expliquent-ils, « le véritable secret des grandes fortunes est de posséder des biens qui font des petits ». Les riches, ou du moins leur grande majorité, sont des industriels. A côté d'eux, bien des vedettes du show business ou de la vie mondaine sont des étoiles éphémères. Ceux qui ont réussi à bâtir, en France, de grandes fortunes le doivent à l'exploitation opiniâtre de centaines de milliers de travailleurs. Ainsi, en tête des 110 000 personnes qui paient l'impôt sur les grandes fortunes, et qui possèdent, au total, comme l'écrivent les auteurs, un patrimoine équivalant aux trois quarts du budget de l'Etat, nous trouvons Marcel Dassault, Liliane Bettencourt (L'Oréal, Nestlé), Jean-Patrick Lebel (Schlumberger), Anne Gruner Schlumberger, Edmond de Rothschild, Georgette Deutsch de la Meurthe (Shell, Elf). Le revenu de certains vaut d'être cité : 60 millions de centimes de « salaire » mensuel (sans compter les autres revenus) pour Jean Riboud, P-DG de Schlumberger, en 1981. Un milliard de centimes de revenus annuels pour Philippe de Rothschild, le plus « bohème » des Rothschild, puisque dans cette famille de banquiers il gère, lui, le vignoble de Mouton-Rothschild. Et, alors que chaque salarié a vu son niveau de vie bloqué en 1982, 27 % d'augmentation de ses différents salaires, entre 1982 et 1983, pour un des fils De Wendel, Ernest Antoine Seillère de Laborde !

La crise, pour ces gens-là, n'existe pas, ce qui ne les empêche évidemment pas de gémir sur leur sort. La production ne garantit plus de profits sûrs à long terme ? Ils spéculent sur les devises, les emprunts, les actions. Et en connaisseurs, ils s'évitent les difficultés : paradis fiscaux

aux Antilles, sièges au Luxembourg, multiples sociétés mères et filles qui savent être déficitaires ou bénéficiaires au bon moment, faillites bien calculées, sont l'enfance de l'art pour ces jongleurs de milliards. Les deux auteurs du livre en donnent quelques exemples en suivant en détail les pérégrinations du capital des de Wendel, Schneider, sauvés, eux et leur fortune, du naufrage de la sidérurgie française, ou en racontant comment, dans la faillite de Creusot-Loire, les industriels actionnaires n'ont guère bu la tasse. Et de la même façon, on suit l'histoire de Michelin, Schlumberger, Peugeot, dont les dirigeants ont fait des fortunes toujours florissantes.

Après avoir suivi cette piste des grandes fortunes, en une quantité d'informations qui sans être de grandes révélations sont éloquentes sur ce monde des capitalistes, le lecteur serait en droit d'attendre une condamnation sans appel du système capitaliste lui-même. Ce serait compter sans la fidélité inébranlable des auteurs à la politique du Parti Communiste dans leurs conclusions : « Le capital gère contre l'entreprise et contre la France » alors qu'il faudrait « une approche novatrice de la modernisation et de la rentabilité des entreprises », écrivent-ils. Et pour ce faire, les auteurs prônent l'interven-

tion des salariés, mais attention, pas n'importe comment ! « Aux travailleurs de s'emparer d'un terrain — celui de la gestion des entreprises — trop longtemps abandonné au patronat ». Décidément, ces capitalistes, tout à fait capables de se bâtir d'immenses fortunes, seraient de véritables ânes en matière de gestion. Et les auteurs de donner en exemple le cas de la CGT à Scholtès qui, bien avant la direction, avait vu que la France n'avait pas de congélateurs français et que les usines possédaient justement le matériel adéquat pour en construire... mais la famille Scholtès n'a jamais voulu suivre les conseils de la CGT !

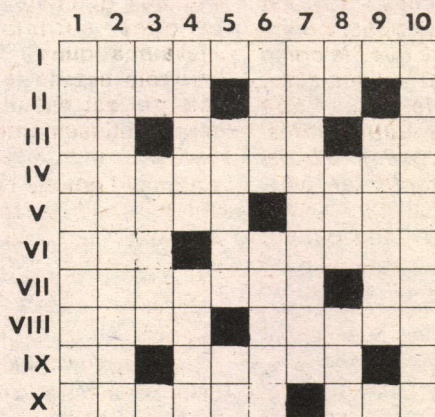
Hélas pour les vocations de conseillers que le PCF voudrait encourager, il faudra bien, oui, l'intervention des travailleurs mais pas pour distribuer aux capitalistes des conseils de gestion de leurs affaires. Pour cela, et le livre le démontre amplement, ils n'ont besoin ni des travailleurs, ni du PCF d'ailleurs. Non, pour vraiment « libérer l'économie du capital » comme disent les auteurs, les travailleurs devront exproprier tous ces capitalistes et leurs insolents patrons.

Nelly MEYER

Sur la piste des grandes fortunes de Jack Dion et Pierre Ivorra. Ed. Sociales Messidor Notre Temps. 207 pages. 90 F.



MOTS CROISÉS



HORizontalement. — I. Déjà quatre dans la cinquième. II. Attendu avec impatience. Ceinture japonaise ou ruban russe. III. Filet. Mieux vaut ne pas y tomber. En mars. IV. Aigreurs mais pas d'estomac. V. Vantée. En cachette. VI. Pas toujours approuvés. Un pénible. VII. Corps très simple. Une sur sept. VIII. Handicapé. Prendre un premier repas. IX. Préposition. Bonne à l'anglaise. X. Elle reste de marbre. Lieu de grève.

VERTICALEMENT. — 1. Se ressemblent mais ne s'assemblent pas. 2. Chantent sur les toits. 3. Vient d'avoir. Détours. 4. Parcouru par des lignes. Dissimule. 5. Dure à avaler. Jumelles. 6. Après le boulot. Repère. 7. Les nœuds nuisent à leur travail. 8. Négation. Dans la mine. Fêté à l'Est. 9. Etalon. 10. Feras des messes basses.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	B	A	I	N		I	D	E	E	L
II	O	R	D	O	N	N	A	N	C	E
III	U	L	E	M	A	S		D	U	S
IV	L	E		S	T	E	R	I	L	E
V	A	S	E		I	M	A	G	E	E
VI	N		N	A	V	I	G	U	E	S
VII	G	E		M	I	N	E	E	S	
VIII	E	C	O	U	T	E	U	R		D
IX	R	U	S	S	E		R	A	M	E
X	E	S	T	E		A	S	S	I	S

« Finis les lendemains qui chantent » (3) Bangladesh, Népal

« l'aide » contre le développement,
de René Dumont

Avec ce troisième tome de *Finis les lendemains qui chantent*, René Dumont poursuit son étude de l'état actuel du Tiers Monde par le Bangladesh, un des pays du monde où la population est la plus pauvre et consacre un chapitre au Népal « pris dans le même engrenage ». Dans les tomes précédents, il constatait l'échec des tentatives dites « socialistes » de développement, c'est-à-dire en fait de l'impasse du nationalisme, fût-il radical. Ici, il s'agit de pays du monde dit « libre », où l'aide occidentale contribue, telle qu'elle se pratique, à enrichir une poignée de riches tandis que les pauvres touchent le fond de la misère.

En effet, cette aide n'arrive jusqu'aux petites villes et villages que pour une très faible part : 16 %. Fonctionnaires et riches des villes se taillent la part du lion. Et, à la campagne, le peu qui parvient est utilisé la plupart du temps par les représentants locaux de l'administration et les paysans les plus riches pour acheter aux pauvres leurs dernières terres ou leur faire des prêts à 150 %, ou même 300 % de taux d'intérêts. Et lorsque cette aide consiste en prêts pour acheter des engins agricoles, des semences spéciales ou des engrais, ce sont encore les plus riches qui peuvent seuls en profiter...

René Dumont décrit tous les exploiters, paysans riches, usuriers, propriétaires absentéistes habitant la capitale, fonctionnaires véreux, policiers, religieux qui tous contribuent à enfoncer la population dans la misère et la famine.

Mais surtout, l'auteur s'efforce de faire ressentir ce qu'est la vie de la majorité de la population, particulièrement des « sans-terre » qui constituent au Bangladesh, à eux seuls, la moitié des habitants du pays. Minés par la malnutrition, souvent sans travail, certains rejoignent la ville : ils sont un million dans la capitale à loger dans des taudis aux pieds d'hôtels de luxe. « On voit des gosses de riches, écrit



Ci-dessus
Plantation de blé dans une région déshéritée du Bangladesh.



Ci-dessous
Le travail du jute.

l'auteur, insulter des tireurs de pousse âgés dans un pays où pourtant existe le respect de l'âge, mais pas celui de la misère ».

Face à cette situation, René Dumont s'attache, comme dans bien d'autres de ses nombreux ouvrages, à montrer tout ce qu'il serait possible de faire, même avec beaucoup moins d'aide de la part des pays riches : comment maîtriser l'eau, quelles cultures faire, etc. Oui, affirme-t-il avec force, il serait possible, en quelques années, même avec l'important accroissement de la population actuelle, de faire en sorte que les pauvres aient du travail et ne crèvent plus de faim.

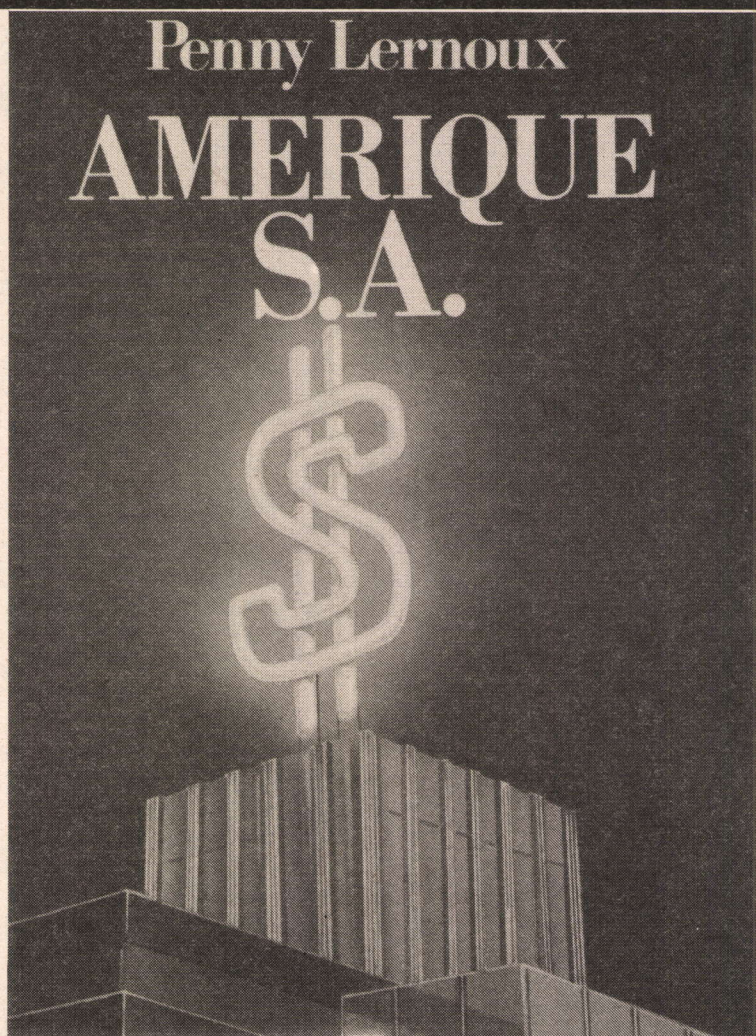
Mais toutes les mesures techniques qu'il propose ne sont possibles qu'avec une profonde réforme

agraire et la fin du pouvoir des riches qui n'hésitent pas à réprimer dans le sang, avec l'appui du gouvernement, toutes tentatives des « sans-terre » pour récupérer ce qu'on leur a volé. René Dumont constate le peu d'efficacité des quelques organisations humanitaires occidentales qui tentent d'aider les « sans-terre » et se heurtent elles aussi au pouvoir des possédants. Et s'il conserve quelques illusions quant à ce qu'il y a à attendre du gouvernement du Bangladesh — il a d'ailleurs remis ses propositions en termes diplomatiques au gouvernement qui les a « classées » —, il relève cependant que des transformations indispensables à l'amélioration du sort des populations ne pourraient voir le jour « sans l'établissement de nouveaux rapports de force dans ce pays, venant d'un gros progrès des organisations de sans-terre ». Mais c'est pour préciser immédiatement que « nous n'avons pas le droit de conseiller des révoltes violentes ; surtout en face de l'efficacité des outils de répression ». René Dumont cherche plutôt à convaincre les « principaux responsables des aides étrangères » que « notre monde libre » devrait d'abord s'inquiéter réellement des plus démunis ». Ce qui ne l'empêche pas de constater que ses cris d'alarme antérieurs en Afrique n'ont guère été entendus, ajoutant dans sa conclusion : « On aurait pu penser qu'une France « socialiste » eût donné une priorité plus marquée à l'aide au Tiers Monde, mais elle continue à préférer les armements ».

Ceci dit et tel qu'il est, ce livre généreux apporte une foule d'informations accusatrices sur la réalité de la prétendue « aide » occidentale au développement du Bangladesh et du Népal.

Michel BROUSSE

Finis les lendemains qui chantent (3) - Bangladesh-Népal - « L'aide » contre le développement de René Dumont. Edition du Seuil. Coll. Mémoire Immédiate. 279 pages. 95 F.



L'auteur, journaliste américaine, définit ainsi le propos de son livre : « La société américaine tolère complaisamment et même admire le gangster de la mafia comme le banquier qui fait un malheur s'il réussit à enfreindre la loi. Comme le disait encore un inspecteur des affaires criminelles : « Il est grand temps pour nous, Américains, d'admettre que « le crime ne paie pas » est un non-sens. Le crime paie plus que n'importe quelle autre profession, présente moins de risques et peut rapporter plus. Surtout pour les banques ».

Les différents chapitres sont pour l'essentiel des articles publiés dans le *National Catholic Reporter* qui décrivent différents scandales bancaires survenus ces dernières années. Les banques truquent leurs comptes pour dissimuler leurs bénéfices. L'atmosphère de spéculations fiévreuses où « tous les coups sont permis » puisque tout rapporte gros, entraîne inévitablement des faillites quand un spéculateur moins chanceux ou plus imprudent que les autres se fait coincer. Ainsi, la Penn Square, petite banque de l'Oklahoma, a pu prêter aussi facilement à tout va durant des années avant de s'écrouler, parce que dans les très grandes banques, les hauts cadres étaient payés au volume des prêts consentis... et les accordaient sans vérification aucune. Ceux qui voulaient vérifier risquaient de se faire licencier ou mettre sur la touche.

L'ouvrage décrit aussi les banques qui servent de couverture à la CIA au travers d'exemples pris en Australie, en Floride et en Colombie. S'y retrouvent pêle-mêle des généraux chargés de la lutte contre la « subversion communiste » qui trafiquent la drogue pour financer leurs agents, des banquiers véreux, de véritables mafiosi à la tête de gigantesques réseaux de diffusion de la drogue.

Le cas de Miami, capitale de la Floride, est typique. 80 % de tout l'argent du trafic de la dro-

gue transiterait par cette ville, « port d'entrée de la cocaïne et de la marijuana, quartier général des terroristes sud-américains aux Etats-Unis ainsi que des trafiquants cubains et colombiens ». L'argent collecté par les vendeurs de poison arrive sous forme de cageots de billets aux guichets des petites banques surnommées des « lavaumatiques » parce que leur rôle est de laver l'argent sale qui est ensuite avalé par des établissements plus connus.

Penny Lernoux retrace aussi l'histoire de la faillite de la Franklin Bank, dirigée par le banquier de la mafia Sindona, en 1974, et celle, en 1982, du Banco Ambrosiano dans laquelle le Vatican se trouva largement impliqué. Le Vatican avait en effet à la fois le privilège de pouvoir exporter en toute quiétude des capitaux hors d'Italie et des fonds à placer. Toutes choses qui intéressèrent fort les banquiers de la mafia et les extrémistes d'extrême-droite de la loge P2 qui opérèrent tranquillement au travers des filiales panaméennes du Vatican. Trou : 1,4 milliard de dollars.

Les agissements criminels ont en effet comme le fait remarquer l'auteur trouvé un terrain d'élection dans les spéculations financières qui rapportent gros en un temps record. En cas d'enquête de la part des autorités, qui d'ailleurs ferment en général les yeux, les gèneurs se heurtent au mur de silence des banques au nom du sacro-saint secret commercial.

Le livre ne constitue pas une analyse des mécanismes de la spéculation. Il dépeint des banquiers véreux quand ils sont petits, cyniques et brutaux quand ils sont plus gros. L'auteur s'interroge sur les réformes qu'il faudrait opérer pour moraliser le système. Mais tout dans son livre montre qu'il faudra plus que des réformes.

Pierre VERNANT

AMERIQUE SA de Penny Lernoux. Ed. Denoël. 310 pages. 98 F.

Sélection télé

Samedi 16 février

20 h 05. FR3. Le Disney Channel : autour des vieux dessins animés de Walt Disney.

20 h 40. TF1. Au théâtre ce soir. Soirée Courteline : **Boubouroche** : Adèle se fait entretenir par Ernest (Boubouroche) qu'elle trompe avec André. Variation sur le trio habituel du vaudeville. Avant la comédie, une pièce en un acte de Sacha Guitry en l'honneur de Boubouroche et de son auteur.



22 h 05. TF1. Droit de réponse : Les pirates de l'hertz : radios et téléphones libres ou pirates.

22 h 05. A2. Les enfants du rock : Rock à Nice.

Dimanche 17 février

17 h. A2. Molière ou la vie d'un honnête homme, film d'Ariane Mnouchkine (1978), diffusé en cinq épisodes. Molière présenté magnifiquement comme un homme, bien vivant, au milieu des siens et de son époque. Premier épisode : l'enfance de Molière.

15 h 15. FR3. Cycle : **Shakespeare** : Coriolan en v.o. sous-titrée.

20 h 35. TF1. Z, film de Costa Gavras (1968), avec Yves Montand, J.L. Trintignant, Jacques Perrin, Charles Denner, François Périer, etc. Le récit à peine romancé de l'assassinat d'un député de gauche en Grèce, en 1963, six mois avant la prise du pouvoir par les colonels. Une leçon de choses sur l'appareil d'Etat.



20 h 35. FR3. Architecture et géographie sacrée : **Egypte, miroir du ciel**, certainement de belles images sur les restes grandioses de la civilisation des pharaons.

21 h 35. A2. Pour le meilleur et pour le pire : après le Japon, l'Egypte et l'URSS, portraits de femmes... et d'hommes, à New York.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : **La tragédie impériale** de Marcel Lherbier (1938) avec Harry Baur. Chronique filmée sur Raspoutine et la fin des Romanov dans la Russie tsariste du début du siècle.

Lundi 18 février

20 h 35. TF1. Key Largo, film de John Huston (1948) avec Humphrey Bogart et Lauren Bacall. Plus qu'un simple film de gangsters.

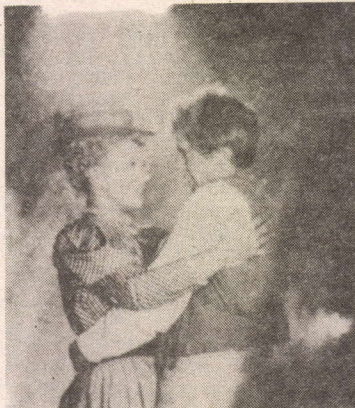
20 h 35. A2. Le grand échiquier, autour du violoniste Ivry Gitlis.

20 h 35. FR3. Cycle : le grand frisson. **Echec à l'organisation**, film de John Flynn (1973). Série noire : un gangs-

ter sorti de prison veut venger son frère exécuté par des collègues.

Mardi 19 février

14 h 50. A2. **Martin Eden** : premier épisode d'un feuilleton qui en compte cinq. D'après le roman de Jack London. Rediffusion.

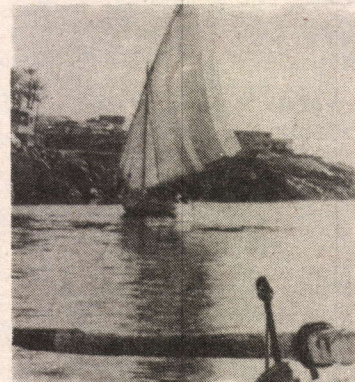


20 h 35. FR3. La mandarine, film d'Edouard Molinaro (1971), avec Annie Girardot, Philippe Noiret et Madeleine Renaud. Comédie de caractères dans un monde de marginaux privilégiés.

20 h 40. A2. Allons z'enfants, film d'Yves Boisset (1980), l'histoire d'un enfant de troupe d'après le roman d'Yves Gibeau, interdit dans les casernes... ce qui est une excellente référence.



21 h 35. L'odyssée de Cousteau : deuxième émission consacrée au Nil. Les problèmes posés par les barrages et les canaux qui se sont multipliés sur plusieurs milliers de kilomètres.



Mercredi 20 février

21 h 40. TF1. Madeleine, portrait de Madeleine Renaud, la célèbre comédienne, avec des témoignages et des extraits d'œuvres (films, pièces, téléfilms) où elle a joué.



Jeudi 21 février

20 h 35. FR3. Cinéma sans visa : **Le trésor**, film sri-lankais de 1970, en v.o. sous-titrée. Au début du siècle, à Ceylan, un grand bourgeois écrit sa confession avant de se suicider.



20 h 45. TF1. Au nom de tous les miens. Troisième épisode du feuilleton tiré du livre de Martin Gray et de Max Gallo : le temps de la déportation.



22 h 50. A2. Histoires courtes. **Home, sweet home** : une satire féroce des jeux et concours radiophoniques et télévisés. **Orage** : la mort, traitée à l'italienne dans le registre tragi-comique.

Vendredi 22 février

14 h 50. A2. **Martin Eden**, deuxième épisode.

20 h 35. TF1. Le jeu de la vérité, avec Guy Bedos.



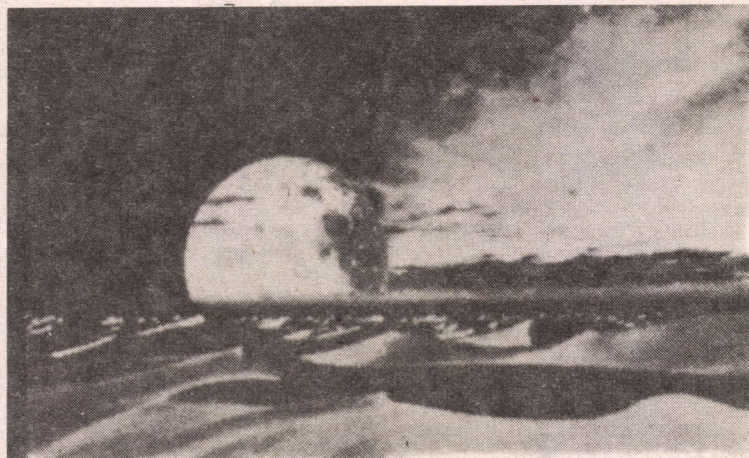
20 h 35. FR3. Vendredi : **L'impossible combat des mineurs anglais**. Des interviews et des images sur la grève.



22 h. TF1. **Le roi clos**, comédie en un acte de A. de Richaud, adaptée, mise en scène et réalisée par Jean-Christophe Averty. Un « presque roi » dans un bordel, accompagné de représentants de la police, du haut clergé et de la noblesse : un jeu de massacre pour un spécialiste comme Averty.

23 h. A2. Ciné-club : cycle Marco Ferreri : **Pipicacadodo** (1979). Un instituteur veut bouleverser les règles pédagogiques : une fable sociale sur l'éducation...

FILMS



« Dune »

de David Lynch



Le scénario de Dune est inspiré d'un roman de science-fiction, un classique du genre, paraît-il. En tous les cas, et malgré le lancement tapageur du film, on reste parfaitement indifférent à son adaptation à l'écran par David Lynch, réalisateur d'Elephant man.

Outre le fait qu'il s'agit, une fois de plus, d'une confuse histoire qui tourne au mystique, le spectateur doit suivre pendant 2 heures 17 un héros qui traverse sans sourciller tous les massacres, conserve un brushing impeccable sous le feu des lasers ennemis ou dans ses chevauchées spectaculai-

res sur des vers de sable géants ! Ce n'est pourtant pas de tout repos... même pour le spectateur qui au cours de la première heure du film est noyé sous un véritable déluge de noms de planètes, de personnages : le temps d'enregistrer quelques noms comme « Arrakis » ou « Shaddam IV » parmi tant d'autres, et l'on a déjà une fusée de retard !

Bref, la débauche de figurants, les décors sidéraux, les effets spéciaux en tous genres ne suffisent pas à rendre attractif ce que l'auteur appelle son « opéra mental ».

André CASTILLE

« Les favoris de la lune »

de Otar Iossellani

Tourné à Paris par le metteur en scène soviétique Otar Iossellani, le film se compose d'une série de petites scènes où se côtoient réel et invraisemblable, fantaisie et humour.

Les « favoris de la lune », tel est le nom donné ici aux voleurs. Mais inutile de chercher une logique dans l'histoire de bric et de broc que le film déroule sous nos yeux : un service de porcelaine n'en finit pas de se casser et ses morceaux se retrouvent partout ; un tableau est constamment volé et rétrécit chaque fois ; un vieil

instituteur fait sauter un affreux monument aux morts ; un ouvrier fabrique des explosifs à l'atelier, etc. Voleurs, gendarmes, grandes bourgeoises, sales gosses, clochards se croisent et s'entrecroisent, se courent après, se fuient, réapparaissent aux moments les plus inattendus.

Une histoire farfelue à souhait mais pas sans charme... pour ceux qui veulent rêver les yeux grands ouverts en somme !

Marianne LAMIRAL

« Les saints innocents »

de Mario Camus

Dans l'Espagne des années 1960, au fin fond de la province d'Estramadura, non loin de la petite ville de Zafra, une famille paysanne vit et surtout travaille sous la férule du régisseur d'un immense domaine appartenant à des aristocrates absentéistes.

Au milieu d'une nature sauvage et magnifique, se dresse toute blanche la belle « hacienda » dans laquelle s'affaire du matin au soir et du soir au matin tout un personnel de serveurs, de garçons de ferme, de paysans. Mais le film est essentiellement centré sur la famille de Paco : sa femme Regula, son fils, sa fille, et puis une enfant cadette demeu-

rée et le frère de Regula, Azarias, vieil homme simple et amoureux des oiseaux. Les relations entre cette famille et les patrons, les propriétaires — non seulement de la terre mais quasiment des hommes et des femmes qui y travaillent — sont décrites sans phrases, sans grand discours, dans une succession de séquences souvent poignantes.

Certes, cela se passe sous le franquisme. Mais cette Espagne que le metteur en scène fait vivre sous nos yeux n'est certainement pas bien loin de celle que connaissent encore aujourd'hui bien des paysans, fermiers ou petits métayers des provinces reculées et pauvres

du pays. Le mépris, l'arrogance, l'arbitraire règlent tous les comportements des propriétaires terriens ou de leur régisseur envers la famille de Paco. Et cette oppression que l'on sent peser sur cette famille, à chaque image du film, est celle exercée par tous les nantis, d'hier comme d'aujourd'hui, sur ceux qui ne possèdent rien, pas même le toit plus ou moins misérable — au gré de la volonté du maître — qui les abrite.

« Dans la société, il y a ceux qui sont au-dessus et ceux qui sont au-dessous », déclare en substance le marquis lors d'une soirée mondaine à l'hacienda. Et pour ceux qui sont « en dessous », la

misère est sans issue sur cette terre du domaine dont la principale destination semble être de constituer une extraordinaire réserve de chasse pour le marquis. A chaque saison, il revient au domaine et compte sur Paco pour l'aider à réaliser le meilleur tableau de chasse possible devant ses invités. Et comme il ne faut surtout pas déplaire au marquis puisque c'est lui qui dispense en quelque sorte la vie, il n'y a pas d'autre choix que de lui obéir avec soumission et quel qu'en soit le prix : Paco restera estropié pour avoir eu « la stupidité » de se casser la jambe au moment où le marquis organise une grande chasse ; Azarias perdra ce

qui est toute sa vie — un oiseau apprivoisé — sur un caprice du même marquis.

Quant au fils et à la fille de Paco, ils n'échapperont au véritable servage dans lequel leurs parents sont tenus qu'en quittant la terre l'une pour l'usine, l'autre pour l'armée...

Il n'y a cependant ni désespoir, ni pessimisme dans ce film. Simplement un tableau brutal de ce que vivent ces « damnés de la terre » de la campagne espagnole. Et cela suffit à condamner une société qui engendre une telle misère.

Lucienne PLAIN

Sélection cinéma

Dans les salles parisiennes...



Films récents...

EL NORTE. de Gregory Nava.

Deux jeunes paysans du Guatemala, chassés de leur village par la misère et la dictature, découvrent que les USA dont ils rêvaient leur réservent, eux aussi, leur dose d'oppression sordide. UGC Opéra 2° (vo). Ciné Beaubourg 3° (vo). Odéon 6° (vo). Rotonde 6° (vo). UGC Champs-Élysées 8° (vo). UGC Gobelins 13° (vo). Convention St-Charles 15° (vo).

ANOTHER COUNTRY de Marek Kaniéwska

La vie d'un collège anglais dans les années 30. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.

Gaumont Les Halles 1° (vo). Impérial 2°. Saint-Germain Studio 5° (vo). Olympic Luxembourg 6° (vo). Élysées Lincoln 8° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Lumière 9° (vo). Bienvenue 15° (vo).

AMADEUS de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. Les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...

Impérial 2°. Rex 2°. Vendôme 2° (vo). Odéon 6° (vo). Gaumont Champs-Élysées 8° (vo). Escorial 13° (vo). Montparnos 14°. Calypso 17° (vo).

TRAIN D'ENFER de Roger Hanin

A partir d'un fait divers raciste, la défenestration d'un Algérien dans le train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires, Roger Hanin a fait un film qui dénonce le racisme.



Rex 2°. Ermitage 8°. Gaité Rochecouart 9°. UGC Gobelins 13°. Montparnasse Pathé 14°. Images 18°.

LES RIPOUX de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

UGC Opéra 2°. Danton 6°. Biarritz 8°. Paramount Montparnasse 14°. Convention St-Charles 15°. Ranelagh 16°.

KAOS de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

Forum Orient Express 1° (vo). Impérial 2°. 14 Juillet Par-nasse 6° (vo). 14 Juillet Racine 6° (vo). Marignan 8° (vo). 14 Juillet 11° (vo). PLM St-Jacques 14° (vo). 14 Juillet 15° (vo).



PARIS, TEXAS. de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

UGC Opéra 2° (vo). Panthéon 5° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). Biarritz 8° (vo).

GREYSTOKE. de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Capri 2°. George V 8°. Rialto 19°.



STRANGER THAN PARADISE. de Jim Jarmush.

Deux marginaux américains et leur cousine hongroise découvrent la monotonie et l'uniformité du « paradis américain ».

UGC Opéra 2° (vo). Ciné Beaubourg Les Halles 3° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). Élysées Lincoln 8° (vo). Action Lafayette 9° (vo). Olympic Entrepôt 14° (vo). Trois Par-nassiens 14° (vo).

... et moins récents

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.

de Dalton Trumbo.
Le plus violent réquisitoire contre la guerre.
Saint-Ambroise 11° (vo) mardi à 21 h 10.

LES DAMNÉS. de Visconti.

La montée du nazisme à travers la vie d'une famille de la grande bourgeoisie allemande.
Denfert 14° (vo).

AU-DESSOUS DU VOLCAN. de John Huston.

Un consul britannique au Mexique sombre dans l'alcoolisme, le monde, lui, va sombrer dans la barbarie de la Deuxième Guerre mondiale.
Espace Gaité 14° (vo).

MISSING. de Costa-Gavras.

Au lendemain du coup d'Etat de Pinochet au Chili, un journaliste américain disparaît. Sa recherche, par sa compagne et sa famille, permet au réalisateur Costa-Gavras, d'évoquer les événements de 1973.

Châtelet Victoria 1°. DERSOU OUZALA.

de Kurosawa.
Dans la Taïga, un chasseur et un explorateur, confrontés à la nature et à la solitude.
Châtelet Victoria 1° (vo). Saint-Lambert 15° (vo). Rialto Banans 19° (vo).

CARMEN. de Francesco Rosi.

L'adaptation cinématographique de l'œuvre de Georges Bizet. Avec Julia Migenes-Johnson, Plácido Domingo, Ruggero Raimondi. Une réussite.

Publicis Matignon 8°.

RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

Une évocation de la Martinique des années 1930, vue du côté des ouvriers agricoles et des petites gens opprimés par le colonialisme français.
Grand Pavois 15°.

LA GUERRE DU FEU. de J.J. Annaud.

La rivalité entre des tribus humaines pour la conquête du feu aux premiers temps de l'humanité.
Châtelet Victoria 1°.
Grand Pavois 15°.

DIVA. de J.-J. Beineix.

Une aventure policière, impliquant une diva et un jeune facteur... un divertissement plein d'humour sur fond de musique classique.
Rivoli Beaubourg 4°.

Les élections en Corée du Sud :

Malgré la répression, un vote d'opposition à la dictature

Opposants, ou supposés tels, sous surveillance ou placés en résidence surveillée ; universités fermées et étudiants expédiés en vacances ; forces de l'ordre quadrillant des quartiers entiers de Séoul et réprimant toute velléité de manifestation ; presse muselée, si ce n'est pour vanter les mérites du dictateur Chun Doo Hwan et de son parti, le PJD (le Parti de la Justice et de la Démocratie), c'est dans ces conditions que, le mardi 12 février, se sont déroulées les élections législatives coréennes, selon un système électoral d'ailleurs très spécial. L'Assemblée compte bien 276 sièges, mais seuls 184 sont élus au suffrage direct, les 92 autres étant désignés par les partis, selon une répartition assurant une confortable majorité au parti de Chun Doo Hwan.

Eh bien, malgré toutes ces précautions, malgré cette mobilisation officielle pour brider au maximum l'expression d'une opposition, avant et pendant le scrutin, celle-ci s'est fait largement entendre. En effet, si le parti du Chun Doo Hwan conserve la majorité dans la nouvelle Assemblée, avec 87 élus auxquels s'ajoutent 61 postes désignés, lui donnant un total de 148 sièges, il perd cependant trois sièges. Et surtout, le PNDC (le Nouveau Parti Démocrate Coréen) de Kim Dae Jong, formé seulement le 18 janvier dernier, obtient lui 67 sièges, dont 50 élus et 17 désignés. Il devient ainsi le premier parti d'opposition du pays. Quant aux autres partis en lice, ils marquent également un recul : le PDC (Parti Démocrate Coréen), parti de l'opposition officielle en quelque sorte au régime, n'obtient que 26 élus au suffrage direct, contre près de 60 en 1981 (soit une perte de 35 sièges), et le PN (Parti Nationaliste) perd, lui, 5 sièges élus.

Ainsi, dans ces élections qui ont enregistré la plus forte participation électorale depuis vingt-cinq ans (près de 85 %), l'opposition non officielle, celle dont le leader avait été condamné puis exilé par la dictature, a recueilli les suffrages de millions de Coréens. C'est même dans les grandes villes et concentrations industrielles qu'elle aurait obtenu les meilleurs résultats : 40 % des suffrages à Séoul, où elle emporte la majorité des sièges, comme dans la ville industrielle de Pusan.

Le PNDC de Kim Dae Jong avait axé sa campagne électorale sur la « restauration démocratique » nécessaire dans un pays qui n'a quasiment jamais connu de régime démocratique. Il faut en effet remonter à la chute du dictateur Syngman Rhee, en avril 1960, à la suite de violentes émeutes étudiantes, pour trouver la seule parenthèse de vie démocratique en Corée. Encore celle-ci devait-elle être particulièrement brève. A la suite d'élections,

Dyang Myon prenait le pouvoir, appuyé sur le Parti Démocratique, et s'y maintenait jusqu'au 16 mai 1961 seulement, date à laquelle le coup d'Etat militaire du général Park balayait ce bref épisode de régime parlementaire et revenait à la dictature. Son assassinat en octobre 1979 et l'installation de Chun Doo Hwan au pouvoir ne changeait rien au régime.

Dans un tel contexte, la campagne en faveur d'une démocratisation ne pouvait que rencontrer un large écho auprès d'une population aspirant à soulever la chape de la dictature, auprès des classes laborieuses et de la classe ouvrière en particulier, qui paye l'industrialisation du pays d'une exploitation féroce. Et ce sont ces aspirations qui expliquent en grande partie le succès enregistré dans ces élections par le parti de Kim Dae Jong, qui bénéficie d'une image d'opposant persécuté par le régime parce qu'il revendique, entre autres, une certaine démocratisation de celui-ci. Ce qui ne signifie pas d'ailleurs qu'il aurait la volonté ni même la possibilité de la mettre en œuvre, si l'équipe de Chun Doo Hwan, devenue trop ouvertement corrompue et usée par le pouvoir, devait lui céder un jour la place. Kim Dae Jong, ce grand admirateur et allié des Etats-Unis, ne tarderait certainement pas à faire tomber les illusions sur sa volonté « démocratique ».

Cependant, il reste que les résultats électoraux de son parti sont un véritable avertissement donné au régime de Chun Doo Hwan. Certes, ils ne changeront probablement rien au fonctionnement de l'Assemblée nationale réduite à un rôle de paravent de pure forme à la dictature. A plus forte raison, ils ne changeront rien non plus au poids que celle-ci fait toujours peser sur la population coréenne... Mais ils sont quand même un encouragement à tous ceux qui souffrent du régime...

Lucienne PLAIN



Comité d'accueil très musclé

« Nous avons été physiquement agressés, brutalisés et frappés dès notre sortie de l'avion. Les services de sécurité ont arraché Kim Dae Jong et sa femme à notre groupe. Ils l'ont entraîné vers un ascenseur sans jamais cesser de le bousculer, ni de lui donner des coups de poing ». Tel a donc été l'accueil très musclé que le dictateur Chun Doo Hwan réservait à Kim Dae Jong, de retour d'un exil de deux ans aux Etats-Unis, le 8 février dernier. Les personnalités américaines qui l'accompagnaient, parmi lesquelles deux parlementaires et un ancien ambassadeur, reçurent leur lot de « coups de poing et de coups de pied », pendant que Kim Dae Jong était conduit manu militari en résidence surveillée, à son domicile cerné par 2 000 policiers.

Le dictateur avait assuré les autorités américaines, sous la

protection desquelles arrivait Kim Dae Jong, que la sécurité de ce dernier serait assurée. L'opposant et chef de file du nouveau parti NPDC n'a en effet pas connu le sort de Benigno Aquino, opposant philippin au dictateur Marcos qui, de retour d'exil lui aussi, fut abattu à sa descente d'avion. Mais cet accueil d'un type assez particulier, la brutalité du véritable enlèvement de l'exilé, sont significatifs surtout de la crainte qu'inspire à Chun Doo Hwan tout ce qui peut encourager une opposition à son régime. Car même si Kim Dae Jong n'a rien d'un contestataire, son retour, à quatre jours des élections, était quand même l'occasion pour quelque 30 000 manifestants de se rassembler aux abords de l'aéroport. Celui-ci avait été transformé en véritable camp retranché par 7 500 policiers en civil et 10 000 policiers

anti-émeutes qui devaient disperser les manifestants à coups de bombes lacrymogènes.

« Ils sont stupides de montrer ainsi la vraie nature de ce régime », devait s'exclamer une accompagnatrice américaine, qui ajoutait : « Après cela, comment faire croire que la démocratie existe en Corée du Sud ? ». Mais les méthodes de la dictature, dont ce retour d'exil n'a donné qu'un petit échantillon, ne datent pas d'aujourd'hui. C'est même avec le soutien des Etats-Unis, qui maintiennent 40 000 soldats dans le pays, qu'elle se maintient. Et très certainement, comme prévu, Reagan rencontrera le dictateur sud-coréen en avril prochain... à peine le temps de laisser s'effacer dans l'opinion américaine la mauvaise impression laissée par cet accueil.

L.P.

Espagne

Ça chauffe pour le gratin

L'ancien consul général d'Espagne à Genève, l'ambassadeur d'Espagne à Berne (ancien ministre de Franco), deux autres diplomates, une princesse, un comte, une autre princesse cousine de Juan Carlos, plus le tout-venant de marquis, juristes, hauts personnalités, etc., tout ce beau monde est actuellement accusé ou suspecté d'évasion de capitaux. Au total, ce sont 40 suspects, comptant parmi les huiles de l'aristocratie espagnole, que la justice de ce pays interroge en ce moment, pour savoir quand et comment 3 milliards de pesetas

(environ 170 millions de francs) ont quitté l'Espagne pour la Suisse.

Pauvres membres de l'aristocratie espagnole, même plus capables de faire leurs petites affaires tranquillement ! Voilà le gratin pris la main dans son fromage !

Ceux qui doivent rigoler, en tout cas, ce sont les grands capitalistes, financiers, banquiers d'Espagne ou d'ailleurs. Eux qui courent — et le plus légalement du monde — font transiter par-delà les frontières et les continents, d'un simple coup de télex, des sommes autrement

plus importantes ; tous ceux qui vendent des francs, des marks ou des yens pour acheter des dollars ; tous ceux-là doivent s'amuser à voir ces noblaillons retardataires qui bricolent et... se font prendre !

D'autant qu'il y aura sans doute un procès, que la justice espagnole finira bien par infliger quelques peines... ce qui permettra à bon compte au gouvernement de se donner l'air de lutter contre les spéculateurs.

André CASTILLE